



AL 228 - 1er MAI 2000

L'anarchie
c'est le bonheur !

VIDÉO

Rudolf Rocker, relieur et anarchiste

DOSSIER

Oser l'anarchisme !

UNE PENSÉE

Max Stirner - Normand Baillargeon

RÉFLEXION

L'émancipation libertaire - Thyde Rosell

EN DÉBAT

José Bové, anar ? - Patsy

COURRIER

Kosovo, contre l'oubli !

SYNTHÈSE

Regina Louf alias X1 - Marc Reinsinger

UNE VIE

Pierre Clastres et l'anthropologie anarchiste

Yoram Moati

DANS LE TEXTE

Le devoir de parole - Pierre Clastres

UNE PENSÉE

Vaneigem ou la célébration du vivant

Grégory Lambrette

ÉDITIONS

Les Égorgeurs - Le Monde

POING FINAL

Libéralisme - Dirk F. Diederich

LA BROCHURE

Increvables Anarchistes n°7

VIDÉO / DOCUMENT

Rudolf Rocker

Relieur anarchiste

L'histoire d'Allemagne nous porte plutôt à des évocations d'images politiques empreintes de discipline et de nationalisme.

Ainsi est-on surpris d'apprendre qu'a existé, dans ce pays, à la charnière du siècle dernier, un fort mouvement anarchiste dont **Rudolf Rocker** était l'un des militants les plus connus.

Né à Mayence en 1873, le chemin sera long pour le jeune Rudolf. De l'opposition des *Jungen*, au sein du Parti Socialiste Démocrate Allemand ; à l'exil parisien, vingt ans plus tard, où une réunion d'anarchistes juifs ré-orienta sa vie militante ; du nouvel exil londonien, où il participa activement au mouvement ouvrier juif ; à la construction de l'anarcho-syndicalisme allemand et de l'*Association Internationale des Travailleurs* dans les années 20. Orateur brillant, propagandiste infatigable, il anima plusieurs journaux anarchistes en yiddish (*Arbeiter Fraint* et *Germina*) et, plus tard, les deux de la *Fédération anarcho-syndicaliste allemande* (*Der syndikalist* et *Die Internationale*). C'est aussi l'auteur de l'ouvrage de référence *Nationalisme et Culture* salué par Bertrand Russel, l'ami du poète libertaire Mühsam et de Buenaventura Durruti.

Pratiquement inconnu dans son propre pays, guère mieux à l'étranger, la vaste œuvre de Rocker (entièrement traduite en espagnol) reste à découvrir. Puisse cette cassette vidéo, à travers l'évocation de sa vie, y participer !

Je commande exemplaires de la vidéo
Rudolf Rocker, relieur et anarchiste
de Christian Hohoff
éditions du Monde Libertaire
1988 - PAL - 400 fb

par virement bancaire au compte 001-0356851-32 ou par chèque au nom
d' *Alternative Libertaire*

À renvoyer à **Alternative Libertaire**
BP 103, 1050 Ixelles 1 - Fax 02/649.40.46

SYNTHÈSE

Oser l'anarchisme

L'anarchie ou le désordre.

C'est l'anarchie !

C'est l'anarchie ! Les gens de pouvoir, les médias utilisent à profusion le terme anarchie pour désigner le chaos économique, politique et moral de notre société. L'emploi du mot anarchie tendrait à faire croire que ce monde est livré aux mains de forces diaboliques qui veulent renverser le bel édifice que les peuples disciplinés, conduits par les États, ont bâti au cours des siècles. Pourtant, ce sont bien les États qui se partagent et gouvernent la planète. C'est bien à eux que l'on doit le désordre économique dans lequel nous vivons.

Faire mieux que les États dans les domaines du chaos et de l'horreur est difficile...

Qui peut croire encore que le pouvoir est synonyme d'organisation ? Ceux qui vivent du pouvoir, très certainement. Mais pas les anarchistes. Le chaos institutionnalisé, le pouvoir et l'esclavage ont fait leur temps. Aujourd'hui, choisir l'anarchisme, c'est faire preuve de réalisme et de sens organisationnel.

Nos détracteurs (des fascistes aux marxistes en passant par les "démocrates") nous considèrent comme des idéalistes en retard d'une révolution, ou pire, comme des *terroristes*. Il y en a d'autres, aussi, qui prétendent défendre l'anarchisme, mais qui préconisent une société sans règle, sans morale, sans contrainte librement acceptée, dans laquelle chacun ne ferait que ce que veut son nombril.

Quel choix le citoyen raisonnable pourra-t-il faire entre les propositions d'autoritaires de toutes sortes qui ont montré leur faillite, et celles des nihilistes de tout poil qui prétendent que demain on rasera gratis, tout étant résolu par la suppression pure et simple de toutes les institutions mises en place jusqu'à nos jours ?

La pensée libertaire englobe un projet de société différent de tous les modèles connus jusqu'à présent.

Alors, l'anarchie, c'est quoi ?

C'est l'état d'une société, ou plus exactement, d'un milieu social, **sans gouvernement**.

Hormis les anarchistes, tous les philosophes, tous les moralistes, tous les sociologues, y compris les théoriciens "démocrates" et les doctrinaires "socialistes", affirment qu'en l'absence d'un gouvernement, d'une législation et d'une répression qui assure le respect de la loi et sévit contre les infractions, il ne peut y avoir que désordre et criminalité.

Les anarchistes affirment eux, que *l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre* (mais sans le pouvoir).

Anarchie et ordre ?

Notre idée de l'ordre repose sur l'**entente** (principe de *liberté* opposé au principe d'*autorité*) et l'**entraide** (principe de *coopération* opposé au principe de *compétition*).

Au contraire, les autres propositions d'organisation de la société - socialisme, libéralisme, marxisme^Y - ont toujours octroyé à une minorité de privilégiés le droit de gérer la société à la place des concernés et pour leur propre profit. Ce mode de gestion porte un nom : l'État.

L'État est l'expression politique du régime économique auquel est soumise la société. Il permet et justifie l'oppression et l'exploitation de l'humain par l'humain : il confisque à l'individu son pouvoir - de manière *hard* en dictature par la répression, de manière *soft* en démocratie par les élections - et met ce pouvoir au service des forces économiques dominantes (gestion de la paix sociale, soutien financier aux entreprises, législation organisant la course aux profits, adaptation des services publics [école, transports...] aux besoins de la compétitivité du capital...).

L'État, à force d'être omniprésent, finit par se superposer à la société, et tente de faire croire qu'en dehors de lui, elle ne saurait fonctionner. Cette illusion est d'autant plus pathétique que l'État constitue de fait un groupe social à part entière, coupé des réalités des individus et des autres groupes sociaux. Il ne sert qu'à maintenir l'ordre (fonctions législative et répressive) au service des intérêts des classes dominantes, qu'on les nomme patronat, bourgeoisie, technocratie ou nomenklatura.

Pour justifier l'exploitation et la domination, l'État (secondé en cela par la religion) s'appuie sur une morale *loi-de-la-jungle* dégradante et humiliante pour l'être humain. Et même, s'il lui arrive de condamner les manifestations les plus brutales de ces "valeurs" de la lutte de chacun contre tous, l'État n'émet jamais de critique de fond ni ne propose d'autre modèle que ceux appartenant au passé, patriarcal, conservateur, hiérarchique et caritatif.

Les anarchistes refusent ce modèle de société, négation de l'individu et de ses aspirations humaines. Ils cherchent par tous les moyens à montrer qu'il est possible *et souhaitable* de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes : individus, groupements sociaux, économiques, culturels, et ce dans le cadre du fédéralisme libertaire.

Le refus de l'autorité

Le refus de l'autorité n'est pas apparu avec les théories libertaires. Il les précède largement au travers des actes, des attitudes d'individus ou de groupements sociaux. Certains événements historiques nous le rappellent : par exemple les révoltes des esclaves dans la Rome antique, les jacqueries paysannes du Moyen-âge, l'essor de la Renaissance, les philosophes des Lumières, la Révolution française... Plus près de nous, ces théories ont participé au déclenchement de la Révolution de 1848, de la Commune de Paris, de la Révolution russe, de la Révolution espagnole ou de Mai 68. Autant de lieux, de situations, dans lesquels des humains ont cherché à desserrer, voire à abolir l'étau oppressif dans lequel ils se sentaient pris au piège.

En replaçant ces événements dans le contexte historique et social qui leur a donné naissance, on s'aperçoit qu'ils visent tous le même but : l'amélioration des conditions d'existence, le partage égalitaire des richesses, le droit à la connaissance et à l'instruction, la quête du bien-être, bref une aspiration au bonheur individuel et collectif.

Ces mouvements de révolte ont été pour la plupart écrasés (les esclaves spartakistes, les paysans des jacqueries, les prolétaires de la Commune de Paris), ou récupérés au profit d'une nouvelle classe dominatrice ou d'un parti totalitaire (la bourgeoisie émergente sous la Révolution française, les Bolchéviques dans la Révolution russe), ou encore détournés de leur but (les monarques dits "éclairés" du Siècle des Lumières). Car, malgré l'embryon de liberté qu'ils contenaient, ils n'étaient pas suffisamment forts ni structurés pour renverser le cours des choses. Ils étaient des utopies dans le sens où, ils ont osé projeter sur l'écran de l'avenir, des images en avance sur leur temps.

Héritages

Cet héritage philosophique a été théorisé, puis mis en pratique, au XIX^e siècle, coïncidant en cela - et non sans raison - avec l'apparition du nationalisme et de l'étatisme.

On s'accorde aujourd'hui à dire que **Pierre-Joseph Proudhon** est le "père" de l'anarchisme, le théoricien du système mutualiste et du fédéralisme, et l'inspirateur du syndicalisme ouvrier. Son influence sur le mouvement ouvrier a été réelle, au sein de l'*Association Internationale des Travailleurs* (AIT) existait un courant nettement proudhonien et anti-autoritaire.

Le *Congrès de Saint-Imier*, en 1872, jette les bases de l'anarchisme. Les délégués réunis proclament *que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat [...] que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction, ne peut être qu'une tromperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui...*

Ces idées, défendues par **Michel Bakounine** et les anti-autoritaires de la *Première Internationale*, restent présentes jusqu'à nos jours.

Elles seront poursuivies et approfondies par **Louise Michel** (notamment lors de la *Commune de Paris* et avec les Canaques lors de son passage au bagne), des grévistes du **1er Mai 1885** (pour la journée des huit heures à Chicago aux États-Unis), de **Fernand Pelloutier** (fondateur des *Bourses du Travail*), d'**Élisée Reclus** (éminent géographe qui fut parmi les fondateurs de l'*Université Nouvelle* de Bruxelles en 1884), de **Pierre Besnard** (théoricien et praticien de l'anarcho-syndicalisme), de **Pierre Kropotkine** (qui élaborait le concept du *communisme libertaire*), de **Francisco Ferrer**, de **Paul Robin** et de **Sébastien Faure** (pionniers de la pédagogie libertaire), de **Marius Jacob** (et des ses *Travailleurs de nuit*), d'**Errico Malatesta** (pour son sens de l'action et de l'organisation), de **Gustave Landauer** (fusillé par la soldatesque en 1919, aux côtés des Conseils Ouvriers de Bavière), d'**Emma Goldman** (anarcha-féministe, expulsée des États-Unis pour son action en faveur du contrôle des naissances), des **marins de Kronstadt** (partisans d'une troisième révolution autogestionnaire en Russie en 1921), de **Nestor Makhno** (fédérateur des paysans en lutte contre les Bolchéviks en Ukraine dans les années 20), de **Sacco et Vanzetti** (assassinés sur la chaise électrique pour leurs idées libertaires), d'**Érich Mühsam** (poète

et dramaturge allemand, mort dans un camp de concentration en 1933), de **Buenaventura Durruti** (anarcho-syndicaliste de légende pendant la révolution espagnole de 1936), de **May Picqueray** (militante pacifiste infatigable), de **Georges Brassens** (correcteur et journaliste au *Monde Libertaire* à la fin des années 40), de **Louis Lecoq** (en grève de la faim pour la reconnaissance de l'objection de conscience), de **Léo Ferré** (qui mit si souvent son talent au service des organisations anarchistes), et aussi, en Belgique, plus près de nous, d'**Hem Day** (auteur/éditeur prolifique dans les années 50 et 60) et d'**Ernestan** (qui définit le concept de *socialisme libertaire*)... pour n'en citer que quelques-uns.

Après la seconde guerre mondiale, elles resurgiront et verront la création de la **Fédération Anarchiste Francophone**, de l'**Internationale des Fédérations Anarchistes** dans le monde ; elles impulseront la reconstruction (en France) de la **Confédération Nationale du Travail**, anarcho-syndicaliste, elles souffleront dans les rangs de Mai 68, de la contre-culture, dans le combat des femmes, dans le nouveau mouvement social et alternatif...

De l'anarchie à l'anarchisme

Ainsi donc, l'*anarchie* est ce que nous entrevoyons (société libertaire) ; l'*anarchisme* est le *mouvement social* qui poursuit la réalisation de cet idéal.

L'anarchisme est une lutte incessante, sous les formes les plus variées, contre les préjugés, l'obscurantisme, le conservatisme, le fait autoritaire.

Il s'articule principalement autour de deux types de tâches : les unes *destructives*, les autres *reconstructives*. Les actions *destructives* consistent à saper profondément le principe d'autorité dans toutes ses manifestations, le démasquer, combattre toutes les manœuvres par lesquelles il tente de se réhabiliter et de se survivre sous une autre forme. Les actions *reconstructives* (ou *alternatives*), parfois parallèles aux *destructives*, visent à mettre en place un fonctionnement fédéraliste et de gestion directe.

Pour cela, il faut un outil adapté, **une organisation...**

Organisation

L'organisation est fonction du degré de conscience, atteint par les discussions, les débats, les confrontations d'idées, et dans l'action. Plus cette conscience sera grande et plus la vitalité de l'organisation sera élevée.

Pour aboutir à une organisation souple et forte, en même temps conforme à l'esprit libertaire, il faut aller horizontalement de la périphérie vers le centre, de l'unité au nombre, du particulier au collectif.

À la **Fédération Anarchiste**, nous nous accordons entre *individus* et *groupes* sur un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques (voir les *Principes de base* publiés pages suivantes) : c'est le fédéralisme qui permet à chacun de rester lui-même, de se soustraire à tout écrasement, de garder son autonomie, de prendre une part active à la vie de l'organisation, d'émettre son opinion. Une telle organisation laisse à chacun de ses éléments la totalité des forces qui lui sont propres, tandis que par l'association de ces forces, elle atteint elle-même son maximum de vitalité.

Agir

L'action n'est pas l'agitation à tout va. Elle doit correspondre à un but (aller dans le sens d'une révolution libertaire), et être cadrée par une stratégie de construction du mouvement. Parfois, la situation sociale est provisoirement bloquée, parfois elle s'emballe. L'organisation doit s'adapter à ces différentes phases (notamment maintenir des acquis en période de décrue). En tout état de cause, la place des militants anarchistes est dans les luttes sociales, y compris dans celles dites *réformistes* (amélioration des conditions d'existence, retrait de législations aggravant l'oppression, contre la précarité, contre les licenciements, pour l'augmentation des salaires ou la défense de services au public), avec nos pratiques antiautoritaires et d'*action*

directe (contrôle et révocabilité des mandats^Y), et nos perspectives d'ensemble.

C'est de la confrontation entre nos idées et nos pratiques, du dialogue tissé avec les autres individus et collectifs en rupture, que peut surgir ou naître progressivement la conscience révolutionnaire.

Des propositions

L'anarchisme, enfin, est un ensemble de propositions et de pratiques tendant à l'émancipation totale de l'humain en société. Si la société existe en tant qu'entité sociologique, l'individu existe tout autant, sans rapport hiérarchique à cette société. C'est donc l'harmonie entre ces deux éléments, une nouvelle synthèse, que recherchent les anarchistes.

L'émancipation est de triple nature.

Émancipation économique d'abord, par la réappropriation des outils de production, leur gestion directe par les travailleurs eux mêmes, et par la répartition égalitaire des richesses ainsi produites.

Émancipation politique ensuite, par le remplacement de la bureaucratie d'État, par une organisation fédéraliste des secteurs de la société, maintenant la cohésion, l'entraide, et préservant l'autonomie.

Émancipation intellectuelle, enfin, via la prise en charge par l'individu de son rôle social, reléguant la religion et toute forme de soumission au musée des horreurs.

Une société sans classe et sans État, organisée par et pour les femmes et les hommes, voilà ce que veut l'anarchisme.

L'anarchiste est par tempérament et par définition réfractaire à tout embrigadement qui trace à l'esprit des limites et encercle la vie. Il nie le principe d'autorité dans l'organisation sociale. Il ne peut donc y avoir de *catéchisme libertaire*.

L'organisation anarchiste de la société, émanation directe de la volonté des individus et des groupements sociaux, ne pourra se réaliser qu'en

dehors et contre la tutelle de tous les organismes et structures autoritaires établis sur l'inégalité économique et sociale.

Les fondements éthiques et organiques du fédéralisme libertaire sont : **la liberté comme base, l'égalité économique et sociale comme moyen, la fraternité comme but**. Cette définition marque la profonde différence entre le fédéralisme libertaire et le "fédéralisme étatique".

Nous appelons de toutes nos forces une société de type fédéraliste, fondée sur la possession collective ou individuelle des moyens de production et de distribution (excluant toute possibilité pour certains de vivre du travail des autres), l'entraide, l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'humain par l'humain.

Les anarchistes n'accordent aucun crédit à un simple changement des personnes qui exercent l'autorité : les mêmes causes engendrent les mêmes effets. Toutes les formes d'autorité se tiennent. En laisser subsister une seule, c'est favoriser la réapparition de toutes.

Vers une société libertaire

Pour arriver à instaurer une société libertaire, il faut se doter de moyens en accord avec la finalité. Ainsi l'exprime **Errico Malatesta** : *Ces moyens ne sont pas arbitraires, ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie.*

Il est possible de vivre dans une société égalitaire, gérée directement et librement par ses diverses composantes (individus, groupements sociaux, économiques, culturels...) dans le cadre du fédéralisme.

Les règles qui vont faire fonctionner une telle société sont basées sur des contrats mutuels, égalitaires, réciproques, pouvant être remis en cause à tout instant. Ces contrats peuvent être écrits ou tacites.

Mandatements

Une telle société ne peut évidemment pas fonctionner sans **entraide** ni **coopération volontaire**.

La délégation de responsabilité permet de décider au niveau fédéral. Mais attention, entendons-nous sur les mots : pour les anarchistes, chaque délégué reçoit un mandat précis. L'assemblée qui l'a mandaté exerce un contrôle permanent sur son travail, et, surtout, peut le révoquer à tout moment si le travail qu'il effectue ne correspond pas à son mandat.

L'anarchisme est une proposition globale de société cherchant à promouvoir une civilisation réellement différente. Il oppose le principe de liberté au principe d'autorité, l'entraide à la loi de la jungle, l'égalité à la discrimination. Et, comme le disait **Élisée Reclus**, *aussi longtemps que la société sera basée sur l'autorité, les anarchistes resteront en état perpétuel d'insurrection.*

Fédération Anarchiste Francophone

UNE PENSÉE

Max Stirner

L'individualisme libertaire

Dieu et l'Humanité n'ont basé leur cause sur rien qu'eux-mêmes. Je baserai donc ma cause sur Moi : aussi bien que Dieu, je suis la négation de tout le reste, je suis pour moi tout, je suis l'Unique.

Max Stirner est le pseudonyme de Johann Kaspar Schmidt. Né en 1806 à Bayreuth, en Bavière, Schmidt étudie la philosophie à l'Université de Berlin, de 1826 à 1828, où il subira l'influence déterminante de Hegel.

En 1832, il entreprend un certificat d'enseignement qui lui vaut, après quelques années difficiles, de finalement obtenir un poste de professeur dans une pension de jeunes filles à Berlin. C'est cette situation "respectable" qui explique que le professeur Schmidt choisit bientôt le pseudonyme de Max Stirner pour signer les écrits que le philosophe radical fait paraître. Ces écrits sont en fort petit nombre : si l'on excepte quelques articles parus dans *Rheinische Zeitung* (La Gazette Rhénane) alors dirigée par Karl Marx, et quelques autres travaux mineurs, Max Stirner est l'homme d'un seul livre, *Der Einzige und sein Eigentum*, (L'unique et sa propriété) paru en 1845. Il s'agit d'une œuvre puissante, radicale et profondément originale. L'ouvrage est rédigé alors que Stirner participe au cercle des *Frein* (Les Affranchis), assemblée d'hégéliens de gauche où se retrouvent, entre autres Karl Marx et Friedrich Engels. Ceux-ci consacreront de longs passages de leur *Idéologie Allemande* à la critique des idées avancées dans *L'unique...* où ils ne voient essentiellement et injustement qu'un point de vue idéaliste, celui d'un petit-bourgeois qui en resté au stade de la spéculation vide et purement théorique et qui se refuse à faire l'expérience de la pratique.

Stirner meurt en 1856, dans une totale obscurité dont le poète et romancier Allemand John Henry Mackay devait le tirer en 1898 en faisant paraître *Max Stirner, sein Leben und sein Werk* (Max Stirner, sa vie et son œuvre) qui est la première étude exhaustive consacrée au philosophe. *L'Unique* deviendra alors le bréviaire des anarchistes individualistes et aura constamment des lecteurs, parfois peu nombreux sans doute, mais toujours très enthousiastes.

Stirner pose que le moi est unique, irréductible aux réalités et aux catégories dans lesquelles on cherche à l'enfermer et qu'il peut considérer tout le reste comme étant sa propriété. *Dieu et l'Humanité n'ont basé leur cause sur rien qu'eux-mêmes. Je baserai donc ma cause sur Moi* : aussi bien que Dieu, je suis la négation de tout le reste, je suis pour moi tout, je suis l'Unique. Ce Moi est encore tenu pour indéfinissable puisque toute définition l'inclurait dans une catégorie à laquelle on ne saurait le rapporter sans le mutiler.

Ce point de vue est obtenu par une critique radicale des positions défendues par les hégéliens de gauche et en particulier par Feuerbach. La critique de la religion effectuée par ce dernier aboutissait, on s'en souviendra, à anthropologiser la théologie, Dieu et la religion. Stirner s'insurge : on crée ainsi une nouvelle idole, l'Humanité, à laquelle le moi devra encore se soumettre. La critique de Stirner se poursuit ensuite pour englober jusqu'aux positions des révolutionnaires qui cherchent à soumettre l'Unique à la dictature de catégories abstraites. La Société, divinisée, à laquelle nous devons soumission et obéissance ; l'État qui n'a, affirme Stirner *qu'un but* : limiter , dompter, assujettir l'individu et le subordonner à quelque chose de général ; la Révolution elle-même, dernier avatar de la divinisation de la société, du général, du collectif et nouveau prétexte à l'oppression du Moi : *Lorsque le communiste voit en toi l'homme et le frère, cela est conforme à l'avis que le communiste professe le dimanche. Selon l'avis qu'il professe tous les jours, il ne te considère aucunement comme homme tout court, mais comme un travailleur humain ou un homme travailleur. Le principe libéral anime le premier avis, dans le second se cache son caractère antilibéral. Si tu étais un "fainéant", il ne méconnaîtrait certes pas en toi l'homme mais il s'efforcerait de le purifier, en tant qu'homme paresseux, de la paresse et de te convertir à la foi selon laquelle le travail est la "destination et la vocation" de l'homme.*

Le Moi doit donc entreprendre un long travail de réappropriation de soi et de découverte de son unicité, il doit s'extraire de cette gangue des idées générales et abstraites ou tout concourt à l'enfermer. Rien n'échappe à cette virulente critique : religion, morale, dieu, conscience, parti, devoirs et toutes ces *bêtises dont on nous a bourré la cervelle et le cœur*. Notons au passage combien l'analyse faite par Stirner de l'éducation a conservé toute sa puissance et à quel point les idéaux qu'il met en avant restent stimulants : *On pousse les jeunes en troupeau à l'école (...) et quand ils savent par cœur le verbiage des vieux, on les déclare majeurs ; et encore : Toute éducation doit devenir personnelle (...) Ce n'est pas le savoir qui doit être inculqué, c'est la personnalité qui doit parvenir à son plein épanouissement (...) Le point de départ de la pédagogie ne doit pas être de civiliser mais de former des personnalités libres, des caractères souverains.*

Au terme de cette critique, Stirner tente de refonder la vie sociale mais envisagée cette fois comme réunion d'égoïstes librement et volontairement associés, l'associationnisme. Ces associations, toujours résiliables, permettent au Moi de préserver sa souveraineté et son unicité et constituent pour Stirner les seules qui soient naturelles et acceptables.

Des individualistes, disciples de Stirner, ont constamment jalonné l'histoire de l'anarchisme. À la Belle Époque ils seront même nombreux et feront beaucoup parler d'eux, notamment en prônant la libération sexuelle et en pratiquant ce qu'ils nommeront pudiquement la *réappropriation individuelle*, en termes clairs, le vol. Face à ces dernières pratiques comme devant certaines des idées de Stirner, on ne peut manquer de soulever des réserves. Cependant, si on accorde à Murray Bookchin que l'anarchisme se développera largement en travaillant cette tension entre la tendance vers le développement personnel qu'institue Stirner et la tendance qui s'efforce, *a contrario*, de promouvoir une liberté sociale et ses fondements et conditions collectifs, il faut alors convenir que l'égoïsme de Stirner et son associationnisme ont joué un rôle non négligeable dans le développement de la pensée anarchiste.

Normand Baillargeon

Extrait de *Anarchisme*, Collection *Les Essentiels*, L'île de la Tortue, Montréal, 2000.

RÉFLEXIONS ANARCHISTES

L'émancipation libertaire

Un objectif ou un art de vivre ?

D'abord on fait ce qu'on peut. On subit la famille, l'école, le quartier. L'imagination, la création, le rêve sont trop accidentels, marginaux pour être réalité. Et puis, la révolte gronde. L'inquiétude grignote les projections. L'impuissance gagne du terrain. *Qui suis-je ? Où vais-je ?* Et surtout *Pour quoi faire ?*

Les uns rentrent dans le moule : question de survie. Les autres sont entraînés par le pessimisme et acceptent l'inéluctabilité du monde tel qu'il est. Certains se lancent dans la révolte construite, dans le refus organisé, dans la création d'un autre futur. Ils sont une poignée, se tapent la tête contre les murs depuis des lustres. Ce sont les vaincus. Ils perdent des luttes. Ils sont aphones d'avoir trop crié leur rage, trop dit leurs espoirs. Ces petits êtres humains estiment vaincre la mondialisation de l'injustice sociale par des mouvements collectifs, entre-déchirent le voile de la pensée unique par des publications confidentielles, réitèrent des agit-prop fragiles et s'éteignent dans l'indifférence générale. Sont-ils les petits fils de Sisyphe ? Des doux dingues de l'Éden révolutionnaire du XIXème siècle ?

Et s'ils ne vivent jamais la totalité de leurs rêves pourquoi s'entêtent-ils dans cette marginalité désirée et revendiquée ?

Tout simplement pour être eux-mêmes, agir sur le monde, ne pas être à tout instant un mouton, un objet... pour être de simples petits humains !

Émancipation et/ou
fin des oppressions ?

L'émancipation n'est pas de se construire parmi les autres, de tendre à l'acceptation des différences interpersonnelles pour les paritariser socialement ?

L'affranchissement de la personne n'est pas a-historique. Il s'appuie sur le passé, analyse le présent et construit au présent et en tout lieu, un avenir plus acceptable. Cette conception de la révolution est humble. Elle ne nie ni les aliénations ni les difficultés à structurer des rapports humains plus égalitaires. Elle globalise lutte, moyens et mise en perspective. Cette prise de conscience de la nécessité d'une révolution permanente des relations humaines devient non plus un objectif à atteindre peut-être un jour ou l'autre... mais un moyen de désaliénation.

Elle appréhende la personne dans ce qu'elle vit, dans ce qu'elle désire et par ce qui l'a construite... Il ne s'agit plus d'humanité philosophique, d'être futur à inventer... Du bon sauvage à Big Brother : le sujet révolutionnaire est irrémédiablement dépassé. Ici et maintenant, toi et moi, nous et eux avons affaire avec la vie, avons à vivre des rêves afin de nous construire ! Si internationalisme il doit y avoir c'est bien en ces termes que nous avons à en poser la première pierre.

L'assujettissement de notre émancipation à une révolution future nous aliène. Il permet tous les totalitarismes et pertes de mémoire. Il valide des phénomènes de bureaucratisation. Il garantit ainsi la pérennité d'une société profondément inégalitaire.

Le repli sur soi pousse au populisme, à la fin des *ismes* ou à la gestion sans état d'âme d'oppressions multiples voire à leur déni. Cet égocentrisme social entraîné par un réformisme bon teint résulte logiquement d'une phase transitoire en vue de... Ne nous leurrions pas ce phénomène n'est pas monopolisé par le socialisme autoritaire... tous les courants révolutionnaires (y compris les libertaires) s'engouffrent dans cette brèche de la facilité : *réforme ou révolution*. Remplaçons cet axiome par **Réforme et Révolution ici et maintenant ! Cette *realpolitik*** est capable de réunifier le corps social, de valoriser les personnes, de concrétiser des aspirations égalitaires.

Tutoyer la liberté

Cette acceptation d'être soi-même parmi les autres s'oppose à une conception libérale, égoïste, consumériste de la société. Elle s'attaque de fait aux déperditions sociales enclenchées par la mondialisation. Elle désenclave les populations marginalisées par le monde du profit. Elle domestique les luttes économiques et affiche les engagements particuliers. Elle combat tout phénomène de centralité : patriarcat, racisme, capitalisme, État. Ce refus de l'émiettement et du cloisonnement engage au-delà de l'action politique, de la mobilisation sociale ou de la révolte. Actrice, auteure, créatrice, la personne singularise ses aspirations de justice sociale en socialisant ses espoirs de bien-être personnel, en personnalisant les combats collectifs... en découvrant de nouvelles formes de lutte... pour réinventer le présent.

Qui suis-je ? Que faire du patrimoine social ou de mon histoire ? Dois-je attendre une révolution copernicienne tant individuelle que collective pour me projeter dans un monde meilleur ? Investir ma part de rêve dans un éden libertaire ou me coltiner avec les SDF de la sociale ?

Ne pas se satisfaire des inégalités ou des *sociétés parfaites parce que sans histoires*. Globaliser ses révoltes. Trouver sens à ses combats. Telle se présente l'arrière fond d'une recherche-action personnelle. Je ne milite pas pour me dédouaner d'un quotidien oppressif. Je n'essuie pas les plâtres de l'alternative en acte par peur de ma part de responsabilité dans la misère sociale actuelle. Je ne m'essaye pas à la pensée particulière pour remplir un vide existentiel. Je, vous, nous sommes tout cela à la fois... mais en inscrivant résolument des recherches collectives dans un parcours individuel... en globalisant des actions parallèles... nous rompons définitivement les amarres avec les aliénations habituelles qui rythment nos agirs.

Cette transversalité émancipe la personne car elle révèle le processus oppressif où nous évoluons. Cette réversibilité outille les groupes dans leurs combats. Une appréhension des compétences, une meilleure lecture d'invariants politiques évitent les écueils du corporatisme et de la hiérarchie. Par-delà les revendications, les sursauts de révolte, elle responsabilise. Les uns (les personnes) et les autres (les groupes) en recréant le quotidien. La globalisation devient une arme de guerre

sociale car elle conduit à des réappropriations collectives et individuelles des rapports sociaux plus égalitaires.

Quésako ?

De quoi qu'elle cause ? Faut-il attendre la réapparition des bleuets pour manger *normalos* ? Espérer des lendemains qui déchantent pour ne plus être le nègre, la béquille, l'immigrée, la femme, le pédé, le vieux ou le même... de l'autre ? Et ne plus compter, ne plus subir c'est pour quand ? Nom d'un petit Bakounine en boîte ! Si je me bouge, si je colle des affiches, si je m'use les poings au piquet de grève ou traîne la savate aux manifs c'est bien pour gueuler ma haine du capitalo, ma rage de vivre ! La force des boursicoteurs, des affameurs, des va-t-en-guerre ne réside pas tant dans l'arsenal juridico-policier dont ils recouvrent leurs exactions mais bien dans la parcellisation des espaces, la reproduction consensuelle des hiérarchies.

Le monde nous appartient

Ni petite sœur des pauvres, ni manœuvre des frimas corporatistes, les volontaires de l'émancipation sociale œuvrent d'abord pour eux-mêmes. Ils sont les sujets de leur propre recherche qu'ils intègrent à la collectivité. Le *Je* et le *Nous* s'associent pour agir et réfléchir autant pour le futur que dans le système relationnel présent. Cette tendance les mène à analyser la pertinence des outils organisationnels qu'ils ont forgé ou utilise... enfin cela devrait être ainsi ! Et si nous ne voulons pas être les dindons de la farce : encore faut-il nous en donner les moyens ? Le voulons-nous ? L'envisageons-nous ?

Nous sommes les héritiers de l'anarcho-syndicalisme porteur de transversalité, de l'anarchisme social détenteur de globalité, la sœur de toutes les luttes d'émancipation et le frère de tous les révoltés. Et même si ces rencontres sont rares, si ces moments de création collective sont exceptionnels ils valent le coup. Essayez, vous verrez !

Thyde Rosell

NOTE DE LECTURE

José Bové : anar ?

Par la grâce d'un démontage de *Mac Do* à Millau, José Bové est devenu l'un de ces personnages publics dont les médias raffolent, en attendant *mieux*. Du coup on le voit partout, et le lascar, au ris-que de lasser, se prête aisément à la média-tisation. Il est vrai que le bonhomme a une allure indéniablement sympathique. Bonne gueule, moustache gauloise, trogne rigolarde, yeux malicieux, il inspire confiance.

Il y a quelques semaines, les *Éditions Golias* ont eu la judicieuse idée de publier un petit livre d'entretien entre ce déjà vieux militant et le politologue Paul Ariès, accompagné par Christian Terras, théologien de son état. La présence d'un théologien ne doit rien au hasard : d'une part, les *Éditions Golias* sont liées au catholicisme militant de gauche, proche de la théologie de la libération ; d'autre part, José Bové est fortement influencé par ce dernier courant, notamment par les liens très forts qui l'unissent à sa compagne, ancienne militante de la *Jeunesse Étudiante Chrétienne*.

En un peu moins de cent pages, José Bové nous raconte sa vie et ses combats, de sa jeunesse pieuse au grand foutoir de Seattle. Adolescent en 1968, il est exclu de son lycée pour avoir fait l'apologie de la drogue et de la débauche dans un devoir de français dont le thème était *Les voyages forment la jeunesse*. La hiérarchie catholique de l'établissement n'a évidemment pas apprécié le type de pèlerinage proposé. Plus tard, on le retrouve dans les luttes autour de l'objection de conscience. C'est dans ce cadre qu'il rencontre les libertaires, les non-violents desquels il se sent très proche. Sa demande de statut refusé car trop politique, recherché par la Police pour être emmené en caserne, José Bové se cache à la campagne, chez des paysans écolos, tâtant du bio à l'heure où c'était fort rare, une campagne qu'il ne quittera dorénavant plus. Son engagement gagne en intensité lors de la

lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac. C'est dans cette lutte mêlant paysans, ouvriers, étudiants, militants politiques que naît en lui dit-il une *véritable pensée politique*.

Du coup, le voilà qui s'installe comme paysan sur le plateau du Larzac. Et c'est à partir de là qu'il mènera tant de combats : contre le nucléaire avec les syndicalistes polynésiens, contre l'hégémonie de la FNSEA sur le monde paysan en faisant partie des fondateurs de la Confédération paysanne, contre la malbouffe, ses OGM et ses Mac Donald, contre bien sûr ce que l'on appelle le néo-libéralisme et l'OMC.

Si je vous invite à découvrir ce livre, cela tient à plusieurs choses.

Premièrement, pour beaucoup et surtout pour ceux de ma génération, le Larzac fait partie de cette lutte un peu mythique dont on ne connaît en fait que peu de choses. En quelques pages, José Bové nous permet d'en connaître un peu plus.

Deuxièmement, celles et ceux qui s'intéressent à la question des OGM (voir AL 227) ont tout intérêt à lire le texte rédigé par Bové, Riesel et Roux lors de leur procès en février 1998 pour *dénaturation de maïs transgénique*. C'est un texte très éclairant concernant un sujet que beaucoup de techniciens et spécialistes tendent aisément à rendre opaque.

Troisièmement, il nous explique assez longuement la façon dont ledit *saccage* du Mac Do s'est opéré. Un *saccage* qui n'en est d'ailleurs pas un, qui ressemble à un immense cafouillage avec d'un côté des syndicalistes paysans occupant le terrain revendicatif, de l'autre quelques notables désireux que l'ordre public soit enfin respecté et que la saine Justice ramène à la raison ces ploucs gauchistes. L'arme de la répression n'est pas toujours la meilleure et parfois, l'arroseur finit bien arrosé.

Quatrièmement, ce livre nous montre un homme, un militant partagé ou plutôt, condensant des héritages plus que divers et que certains pourraient juger antagoniques : d'un côté l'anarcho-syndicalisme, Bakounine, la CGT d'avant-14, les bourses du travail et les

collectivisations dans la Catalogne rouge et noire de 1936 : de l'autre, la théologie de la libération, les dix commandements, la non-violence d'un Thoreau ; d'un côté, la volonté de lutter à la base, de faire que la lutte soit efficace et pédagogique ; de l'autre, l'acceptation de sa propre surmédiation et du voisinage inévitablement opportuniste de quelques secteurs de la *société civile*.

Car c'est là que le bât blesse. José Bové a fait un choix stratégique lourd de conséquences. L'un de ses amis, René Riesel (1), également de la **Confédération paysanne**, lui en tient d'ailleurs fortement rigueur. Et comme il n'a pas sa langue dans sa poche, il le qualifie même de *baron aveyronnais new-look*.

José Bové, en effet, en acceptant son rôle de porte-parole, joue sur plusieurs tableaux. Sur le terrain syndical, il donne une nouvelle dimension à la **Confédération paysanne**, organisation marquée à gauche, minoritaire chez les paysans, mais qui n'a jamais véritablement réussi à concurrencer le discours de la FNSEA qui demeure, encore aujourd'hui, investi du rôle de relais, voire de promoteur, des politiques publiques de développement agricole. Or, la **Confédération paysanne** ne peut guère espérer qu'un peu plus de considération de la part des grands corps de l'État qui sauront, à n'en pas douter, trouver les moyens de l'intégrer dans la gestion néo-corporative de l'agro-business national. Et à ce petit jeu-là, il y a de grandes chances que ce soit l'aile droite de la **Confédération paysanne** qui retire les marrons syndicaux du feu médiatique, une aile droite qui n'apprécie que modérément les pratiques locales de Bové et consorts qu'elles jugent trop radicales...

Sur le terrain politique, José Bové a joué la carte citoyenne et souverainiste : roquefort contre coca-cola d'un côté, État régulateur contre néo-libéralisme de l'autre.

Quels sont ses alliés ? Des groupes comme ATTAC et sa taxe Tobin, certains courants de la gauche social-démocrate, apôtres de l'État régulateur, des souverainistes front bas, des apologues du *contrôle citoyen* et, ce faisant, une fraction de la classe politique bien heureuse d'avoir sous la main un *paysan d'chez nous*, défenseur d'un terroir dont elle se fout complètement une fois qu'elle est aux affaires. Comme le

dit René Riesel, vachard mais lucide, José Bové *s'est épargné le ridicule de vendre la Taxe Tobin, mais les niaiseries qu'il récite sur le contrôle citoyen de l'OMC, le bilan de la mondialisation après Marrakech ou son tribunal du commerce international en font bien le prêcheur d'un citoyennisme certes moins souverainiste que new age mais indécrottable des nostalgies keynésiennes des étatistes du Monde diplomatique.*

Mais que ces derniers propos ne vous empêchent pas de lire ce livre. Il permet de mieux situer le personnage, de mieux l'appréhender dans toute sa dimension, politique et humaine.

Patsy

(1) René Riesel (qui fit partie du Secrétariat de la **Confédération paysanne** de 95 à 99) a un parcours atypique : de *L'Internationale Situationniste* (dont il fut exclu) au syndicalisme paysan, en passant par un élevage d'ovins dans les Pyrénées Orientales. À lire, l'interview qu'il donne dans le n° d'hiver 2000 de la revue *Alice*.

- Extrait de l'émission *Le Monde comme il va*, hebdo d'actualité politique et sociale sur *Radio Alternantes*, 19 rue de Nancy, BP 31605, 44316 Nantes cedex 03.

- José Bové, *La Révolte d'un paysan*, Éditions Golias, 65 ff (9,9 Euros).

L'APPEL DE BRUXELLES

Chers ami(e)s, voici un appel que je sou mets à votre adhésion (à faire parvenir aux Rencontres pour la paix, 124 boulevard Jacques de Dixmude à 1050 Bruxelles. Essayez de le diffuser autour de vous ; cette tragédie ne doit pas être oubliée.

Cordialement, Jean Bricmont.

Kosovo, contre l'oubli !

Au cours du printemps 1999, la ville de Bruxelles, en sa qualité de siège de l'OTAN, était le centre de décision et d'exécution des bombardements de la Yougoslavie par les 16 pays membres de cette organisation, au nom du droit humanitaire. Nous croyons que le premier anniversaire d'un événement aussi grave ne peut passer inaperçu et doit, au contraire, susciter chez tout citoyen une sérieuse réflexion à la mesure de l'enjeu.

La guerre a été préparée, décidée et menée à l'encontre des principes les plus fondamentaux du droit international. L'action de l'OTAN suit l'échec des négociations de Rambouillet. Or, ces dernières avaient enregistré des avancées sérieuses sur les dossiers politiques du conflit, avant que des conditions de dernière minute, de toute évidence inacceptables pour la partie serbe, ne précipitent l'impasse.

Sans doute, voulons-nous manifester avec clarté que notre condamnation sans réserve de l'action de l'OTAN, n'implique nullement adhésion ni complaisance envers les autorités de Belgrade et particulièrement envers leur gestion de la question ethnique. De même, notre réprobation, toujours actuelle, de la poursuite sans fondement légal des bombardement de l'Irak et de l'embargo contre ce pays, ne peut être interprétée comme une quelconque allégeance envers le régime de Bagdad.

Ceci dit, les menaces explicites de bombarder la Yougoslavie, proférées dès l'été 1998, étaient déjà contraires à l'interdiction de la menace de l'emploi de la force, inscrite à l'article 2'4 de la Charte des Nations Unies. La politique tendant à contraindre Belgrade d'accorder un statut politique particulier à la province du Kosovo constituait d'ailleurs une intervention dans des affaires qui, aux termes du droit international, relèvent toujours de la compétence nationale de la Yougoslavie.

Le déclenchement de la guerre viole à l'évidence la Charte des Nations Unies, qui n'autorise exceptionnellement le recours à la force qu'en cas de légitime défense ou d'autorisation du Conseil de sécurité. La Yougoslavie n'ayant au préalable agressé aucun État souverain, la légitime défense ne peut en tout état de cause être invoquée ; les représailles armées, à supposer même qu'elles soient motivées par des considérations humanitaires, sont et restent strictement interdites. Par ailleurs, les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au sujet de la guerre civile au Kosovo ne contenaient aucune autorisation, explicite ou implicite, de recourir à la force, la Russie et la Chine ayant clairement marqué leur opposition à toute mesure militaire.

Les États membres de l'OTAN n'ont pas non plus saisi l'Assemblée générale pour tenter d'obtenir une autorisation qui, dans des cas exceptionnels, aurait été susceptible de légaliser une intervention de leur part. Dans ces circonstances, l'action militaire menée doit juridiquement, être qualifiée d'agression, et par conséquent de crime international. La guerre est par ailleurs incompatible avec les règles propres à l'OTAN elle-même, règles qui consacrent clairement le respect de la Charte des Nations Unies et la reconnaissance consécutive de l'autorité du Conseil de sécurité.

Enfin, la manière dont les bombardements ont été menés contredit les règles de droit international qui régissent la conduite des hostilités. De manière générale, la destruction systématique de l'infrastructure économique et des moyens de communication, délibérément destinée à décourager la population et à provoquer son soulèvement, sont incompatibles avec le principe de proportionnalité qui impose que toute attaque produise des avantages militaires spécifiques décisifs. Plus particulièrement, le choix de cibles comme la radio télévision serbe ou des usines fabriquant des produits de consommation courante, est incompatible avec l'interdiction de viser des objectifs civils. L'utilisation de certaines armes, comme celles contenant de l'uranium appauvri, contredit par ailleurs le principe de précaution imposant à l'attaquant de ne pas causer de dommages graves, étendus ou irréversibles.

La violation du droit international par les États membres de l'OTAN est d'autant plus manifeste que ces États ont refusé qu'un organe impartial se prononce sur la licéité de leurs actions, y compris en analysant leurs arguments fondés sur les violations préalables du droit international perpétrées par la Yougoslavie. En dépit de leur déclaration en faveur du règne du droit et de la justice, aucune des puissances intervenantes n'a en effet accepté que la Cour internationale de Justice se prononce sur ces questions.

La stratégie de guerre, qui a dévasté la Yougoslavie et rendu non-viable le Kosovo, a produit plus de réfugiés et de victimes que n'en aurait causé tout autre combinaison de force et de diplomatie. Elle mérite d'être contestée, tant du point de vue politique que du point de vue moral. Elle fut accompagnée d'une campagne médiatique visant à légitimer systématiquement l'opération en cours.

Les dispositions prises après la fin des bombardements tendent à conditionner l'aide internationale aux résultats électoraux internes en Yougoslavie et à privilégier l'aide en fonction des options politiques prises par ses destinataires, ce qui constitue un moyen peu honorable d'intervention politique dans les affaires internes d'un pays tiers. Quant au Kosovo, il est devenu, sous l'administration créée par les forces de l'OTAN, une région quasiment mononethnique où les minorités non albanaises, qu'elles soient serbe, rom, slave, musulmane, juive, turque ou croate, ont dû fuir les attentats ou se réfugier dans des ghettos.

Nous voudrions aussi souligner le fait que la guerre menée en Yougoslavie revêt une signification qui dépasse de loin le cas de ce pays. En effet, l'intervention de l'OTAN au Kosovo, sous la direction des États-Unis d'Amérique, s'inscrit dans une série de choix opérés par l'unique super-puissance du monde aujourd'hui. Le maintien du budget militaire américain à un niveau de guerre froide, supérieur à l'addition des six budgets intérieurs en Russie, Japon, France, Allemagne, Royaume-Uni et Chine ; le choix de maintenir l'OTAN malgré la dissolution du pacte de Varsovie et la fin de l'URSS, puis de l'élargir à l'Est de l'Europe ; la projection de la force armée sur l'arène mondiale

en faisant fi des institutions internationales ; le refus de ratifier le Traité d'interdiction des essais nucléaires ; le développement des systèmes antimissiles et la récente révélation de l'existence d'un système mondial d'écoute des communications privées et officielles, tels sont les aspects les plus saillants d'une politique dessinée progressivement à Washington, qui laisse présager la naissance d'un nouveau modèle d'exercice du pouvoir, fondé sur la capacité de gérer des instruments de destruction et de mort, toujours plus perfectionnés.

Notre refus, notre réprobation, s'adressent donc à un projet et à des méthodes qui ne correspondent aucunement aux proclamations démocratiques ou humanitaires.

Voilà pourquoi nous invitons tous ceux qui partagent ces inquiétudes et qui ne veulent plus que les bombes soient l'alternative à la légalité internationale, à la négociation, au dialogue démocratique, aux pressions diplomatiques et politiques, au droit, à signer cet appel. La liste sera clôturée en juin, pour la date anniversaire de la fin des bombardements.

Nous proposons également que se tienne une réunion de réflexion à Rambouillet, à l'occasion de l'anniversaire de la fin des bombardements, pour redonner à cette ville sa valeur de lieu de dialogue et de tolérance.

Ainsi, Bruxelles et Rambouillet, auront en cette année 2000, une signification nouvelle, celle d'être jumelées dans une entreprise en faveur de la paix et de l'affirmation du droit.

L' Appel de Bruxelles

Olivier CORTEN, professeur à l'Université libre de Bruxelles (ULB);
Éric DAVID, professeur à l'ULB; Barbara DELCOURT, professeur à l'ULB; François HOUTART, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain (UCL); Pierre KLEIN, professeur à l'ULB; Paulette PIERSON-MATHY, professeur à l'ULB; Yves REGISTER, chargé de recherche auprès du CADOP, université de Liège; François RIGAUX,

professeur émérite à l'UCL; Jean SALMON, professeur émérite à l'ULB.

SYNTHÈSE

Regina Louf, alias X1

Lynchage médiatique
d'une victime de réseaux
de pédophilie en Belgique.

La lutte contre l'abus sexuel des enfants s'inscrit dans un mouvement de progrès de ce que l'on appelle les *droits de l'homme*, et que j'appellerais volontiers *humanisation* pour en souligner le caractère universel et non relatif. Ce qui progresse c'est le respect de la sensibilité et la sensibilité elle-même - comme dans une thérapie. On peut parler de progrès de la *sensibilité sociale*.

Ce progrès n'est pas un mouvement naturel, spontané, comme l'érosion des montagnes. Il est le résultat de luttes sociales, dont on peut tracer quelques étapes, depuis la Déclaration des Droits de l'homme de 1789 ! Lutte contre l'esclavage (extérieur) ! Luttes contre le travail des enfants (esclavage intérieur) ! Lutte contre la *cruauté* envers les enfants (classes sociales inférieures) ! Lutte contre *l'abus* d'enfants (1960) ! Lutte contre l'abus sexuel des enfants (1975) ! Lutte contre l'abus organisé des enfants dans les pays en voie de développement (1990) [1] ! Lutte contre l'abus organisé des enfants dans les pays occidentaux (1995).

Résistances et progrès

Si chaque étape se caractérise par un combat social, cette progression est également marquée par des résistances portant essentiellement sur la dernière étape. Au fur et à mesure du progrès de la sensibilité sociale, les acquis des étapes précédentes sont perçus comme *évidents*, tandis que l'enjeu de la dernière étape fait l'objet de réticences et de scepticisme. Dans les années 1970, on organisait des débats intitulés : *Inceste, fantasme ou réalité ?* Aujourd'hui, ce serait *Les réseaux : fantasmes ou réalité ?* Les formes d'abus les plus récemment découvertes paraissent incroyables et déclenchent des réactions de scepticisme.

Or, *incroyable*, ne veut pas dire faux. L'incroyable c'est ce qui dépasse nos capacités de compréhension. Rappelons-nous que des gens s'étaient évadés d'Auschwitz. Les Alliés étaient informés de ce qui s'y passait. Ils n'ont rien fait parce que cela leur paraissait incroyable et que ce n'était pas leur priorité. Même après la guerre, Élie WIESEL raconte : *On ne voulait pas nous écouter. Parce qu'on faisait honte à l'humanité (...) Parce qu'on avait touché à un abîme, l'abîme de l'Humanité. On a montré ce dont l'être humain est capable* [2].

Si l'on se ferme à l'incroyable, au mal extrême, on bloque aussi le progrès de l'Humanité. Incroyable ne veut pas dire faux. Cela ne veut pas dire vrai pour autant. Comment faire la différence entre *l'incroyable vrai* et *l'incroyable faux* ? Un seul moyen : l'analyse des faits.

Le cas Regina Louf

Telle est la perspective que j'adopterai dans l'approche du cas particulier de **Regina LOUF**.

L'arrestation de Dutroux, la *Marche blanche* et la retransmission télévisée de la Commission parlementaire d'enquête sur les enfants disparus ont manifestement entraîné une prise de conscience mondiale. Le fait que Dutroux propose de l'argent pour enlever des enfants, la découverte de ses caves et la libération *en direct* de Sabine et Laetitia ont permis de prendre conscience de l'abus sexuel organisé contre les

enfants dans la société occidentale, et plus seulement dans le "tiers-monde".

Cette prise de conscience a été suivie en Belgique d'un retour en arrière (ou *backlash*) de la presse, du système judiciaire et d'une grande partie de l'intelligentsia. La négation des faits a pris une ampleur jamais égalée. On sait que les auteurs d'abus sexuels tentent toujours de faire passer leurs victimes pour des affabulateurs ou des affabulatrices. Les familles choisissent souvent de nier les faits pour sauver *l'honneur de la famille*. On connaît également des cas où une communauté entière ferme les yeux sur des abus. Je me souviens d'un reportage télévisé dans un village en France où l'arrestation d'un violeur d'enfants était désapprouvée par la collectivité, qui en voulait plutôt à la jeune fille qui l'avait dénoncé. Je ne connaissais pas d'exemple où la justice et les médias d'un pays entier se sont tournés contre une victime. C'est pourtant ce qui s'est produit dans l'affaire X1.

Rappelons-en les grandes lignes

Regina LOUF témoigne B sous le nom de code X1 B de septembre 1996 à février 1997. À ce moment, le responsable de l'enquête, le gendarme DE BAETS est écarté, l'enquête est stoppée et l'on procède à une *relecture* de l'enquête. Le silence de la relecture, qui dure plus longtemps que l'enquête, est brisé en janvier 1998 par la publication du reportage du quotidien flamand *De Morgen* sur le témoignage de X1. Devant le scepticisme du reste de la presse Regina LOUF décide de sortir de l'anonymat pour se défendre publiquement.

Ceci n'empêche pas le lynchage médiatique. La plus grande partie des médias prennent parti pour les parents de Regina. Elle est traitée de folle et DE BAETS est accusé de l'avoir manipulée.

La presse se déchaîne : *Un témoignage à barrer d'un X / Regina Louf c'est du vent / Le témoignage de X1 est entièrement faux / Les affabulations pornographiques de X1 / Pourquoi ne pas inculper Regina*

Louf ? / Son cas relève de la psychiatrie / Louf = Louf. Contre DE BAETS et son équipe, plus de deux cents articles ont été publiés. Aujourd'hui, ils sont en train de gagner un par un les procès qu'ils ont entamés contre les auteurs de ces articles.

Les deux thèses

Au début de 1998 on se trouve en présence de deux thèses contradictoires.

1) L'enquête de Neufchâteau a été manipulée pour faire croire à l'existence de réseaux d'abus sexuels d'enfants impliquant des personnalités importantes. Les affabulations de X1 jouent un rôle essentiel dans ces fantasmes post-Dutroux.

2) L'enquête a été étouffée parce qu'elle mène à ces réseaux.

Ces deux thèses radicalement opposées sont développées dans des ouvrages écrits par des journalistes qui sont à couteau tiré : la première par René-Philippe DAWANT dans *L'enquête manipulée, les fausses pistes de l'affaire Dutroux* [3]. La seconde est exposée dans un ouvrage collectif publié il y a quelques mois : *Les dossiers X, ce que la Belgique ne devait pas savoir sur l'affaire Dutroux* [4].

Depuis plus de deux ans la Belgique se trouve dans une situation qui rappelle les débuts de l'affaire Dreyfus. Initialement une minorité défendait l'innocence de DREYFUS, tandis que la majorité de la population, des médias et des institutions croyaient à sa culpabilité. De même la majorité de la population, des médias et des institutions croient que Regina LOUF est une affabulatrice manipulée par des enquêteurs, alors qu'une minorité défend sa crédibilité [5]. Nous savons aujourd'hui que Dreyfus était innocent. Rappelons-nous cependant que la Justice a mis 12 ans à le reconnaître, après l'avoir condamné deux fois. Une comparaison n'est cependant pas une démonstration. Que pouvons-nous savoir à ce stade sur l'affaire Regina LOUF ?

Le témoignage de Regina Louf

Il est indispensable d'évoquer les grandes lignes de son témoignage. En regardant la télévision en août 1996, Regina reconnaît Michel NIHOUL qui a été arrêté peu après DUTROUX. Une amie insiste pour qu'elle contacte le juge d'instruction CONNEROTTE, qui envoie le gendarme DE BAETS pour l'interroger. Dix sept auditions auront lieu en six mois, toutes filmées, retranscrites (sur plus de mille pages) et traduites de flamand en français. Au cours de ses interrogatoires elle évoque son passé d'enfant prostituée dans la villa de sa grand-mère à Knokke, la présence de notables, les viols par des animaux, les tournages de films pornographiques, quatre grossesses entre 10 et 16 ans, la participation à des soirées sadiques de plus en plus dures, des meurtres d'enfants et même des parties de chasse où des enfants sont abattus.

Dans les faits qu'elle évoque, il n'y a quasiment rien qui n'ait déjà été avéré dans d'autres circonstances et avec d'autres personnes. Les images de pornographie infantile même avec des bébés constituent un commerce connu. Des cas de grossesses à 11 et 12 ans, et même à un âge plus précoce, ont été observés. L'enquête a par ailleurs établi que Regina a eu ses règles à 8 ans. Des cas de sévices extrêmes, suivis de meurtres ont fait l'objet d'actions judiciaires dans différents pays. Que l'on songe à la famille WEST en Angleterre ou au cas de Yolanda aux Pays-Bas [6], relaté dans un livre postfacé par le Pr VAN DER HART de l'Université d'Utrecht.

Rien donc qui relève d'une fantasmagorie permettant de déclarer que Regina LOUF est folle. Elle n'a pas été violée par des extra-terrestres. Lorsqu'elle évoque des séances aux allures de messe noires, elle n'est pas dupe un instant et réalise qu'il ne s'agit que d'intimider les enfants et de rendre leurs récits incroyables au cas où ils parleraient : *Ces rituels n'avaient pour but que de désorienter totalement les victimes* [7]. Les chasses aux enfants constituent certes un élément perturbant, mais il est intéressant de noter que Regina LOUF n'est pas la seule victime à en parler. Les témoins X2 et X3 en ont parlé également, en rapport avec les mêmes personnages, alors qu'elles ne se sont jamais rencontrées.

Si rien ne peut être jugé délirant *a priori* dans son témoignage, que donnent les vérifications de ce témoignage ? Je me contenterai de citer quelques points saillants, en rapport avec trois meurtres de jeunes filles [8].

Regina LOUF décrit l'accouchement dramatique de Clo dans une villa près de Gand. La jeune fille perd énormément de sang et meurt peu après l'accouchement, sans qu'aucune aide médicale ne lui ait été apportée. Sur photos, Regina identifie la victime comme étant Carine DELLAERT, disparue à Gand en août 1982, dont le cadavre a été retrouvé ligoté au fond d'une fosse septique en 1985. L'examen du rapport du médecin légiste permet de découvrir que le corps présentait plusieurs signes de grossesse. De plus, on a retrouvé dans la fosse un fragment de *crayon laminaire*. Il s'agit d'un outil utilisé jadis pour accélérer les accouchements ou provoquer un avortement. La méthode est extrêmement douloureuse et elle n'est plus utilisée depuis longtemps. Or au moment de sa disparition, Carine DELLAERT, qui avait 15 ans, n'était pas enceinte. Personne n'avait jamais parlé du fait qu'elle était enceinte au moment de son décès. Comment Regina LOUF a-t-elle pu connaître ce fait ?

Après une audition, Regina parle d'une certaine Christine, brûlée dans une cave. Parmi les participants au meurtre elle cite NIHOUL, DUTROUX, BOUTY et un avocat proche de NIHOUL - qui lui a d'ailleurs fourni un faux alibi dans l'enlèvement de Laetitia qui a mené à l'arrestation de DUTROUX. C'est une bombe, parce que cela rapproche l'ancienne affaire non résolue de la champignonnière de l'affaire DUTROUX. De plus, cela suppose que DUTROUX et NIHOUL se connaissaient il y a 15 ans. Je me souviens de ma première réaction lorsque j'ai entendu parler de ce témoignage de Regina. Je me suis dit : *voilà un récit typique de quelqu'un qui veut se rendre intéressant en rapprochant deux grandes affaires mystérieuses*. Le problème c'est que Regina donne une description précise des lieux et des tortures subies par Christine qui correspondent étonnamment au dossier judiciaire. De plus, les pistes menant à NIHOUL et même à DUTROUX abondent dans l'ancien dossier.

Regina a décrit un autre meurtre précédé de tortures qui s'est déroulé à Gand en 1983. Cette jeune fille est bien morte, mais elle est décédée d'un cancer.

Vérifications

Il y a dans ces trois récits de nombreux éléments étranges, contradictoires, qui pourraient faire l'objet de vérifications, afin de savoir si Regina LOUF parle d'expérience ou si elle fabule. Seule une enquête est capable de répondre à cette question. Que se passe-t-il à ce niveau ? Nous avons vu que l'équipe de l'adjutant DE BAETS a été écartée de l'enquête. Leurs successeurs se sont lancés dans une *relecture* du dossier qui durera un an. En ce qui concerne l'enquête elle-même le constat est hallucinant.

Commençons par le cas le plus simple à résoudre : Véronique. Regina raconte qu'elle a été torturée. Deux médecins ont signé un certificat de décès attestant qu'elle est morte d'un cancer. La contradiction est tellement flagrante qu'il suffirait de vérifier la cause de la mort pour montrer que Regina délire. C'est pourquoi les premiers enquêteurs ont demandé - avant d'être écartés - que l'on interroge les médecins qui ont signé l'acte de décès, que l'on examine le dossier médical de Véronique et que l'on exhume éventuellement son corps. Ces devoirs d'enquête évidents ont été réclamés il y a 3 ans et ils n'ont jamais été exécutés. Motif : rien ne permet de suspecter que Véronique n'est pas décédée de mort naturelle. Le dossier n'a donc même pas été réouvert. Est-ce Regina LOUF qui défie la logique ou la justice de Gand ?

Dans le cas de Carine DELLAERT, qui se déroule également à Gand, l'ancienne enquête avait permis de montrer que le père qui se trouvait avec sa fille au moment de sa disparition n'avait signalé sa disparition qu'après une semaine. Lui-même avait été accusé d'inceste sur ses deux filles et condamné plusieurs fois pour faits de mœurs. Au moment de la découverte du corps de sa fille, il avait été incarcéré comme suspect. Aujourd'hui, le parquet de Gand déclare que rien ne prouve que Carine DELLAERT était enceinte. Or le crayon laminaire, dont on a retrouvé des fragments, n'a aucun autre usage que de provoquer un

accouchement. Une enquête réalisée auprès des anciennes condisciples de Carine a mené le parquet à conclure qu'elle était une élève modèle qui n'était jamais absente à l'école et qu'*elle ne recrutait pas de fille pour participer à des partouzes*.

Les auteurs du livre *Les dossiers X* ont retrouvé la meilleure camarade de classe de Carine DELLAERT lorsque celle-ci avait 13 ans : *Carine me racontait qu'elle devait coucher avec son père et avec beaucoup d'hommes. Ce n'était pas toujours évident pour moi de comprendre comment elle le vivait. Parfois quand elle en parlait, cela avait l'air normal ou même agréable. Mais quand nous étions assises ensemble pendant la récréation, je me rendais compte qu'il se passait des choses graves* [9]. Cette amie de Carine n'a jamais été interrogée par la justice, qui n'a même pas rouvert le dossier du meurtre de Carine DELLAERT.

Ces quelques vignettes permettent de s'apercevoir que la pathologie de l'enquête est peut-être plus intéressante que la pathologie de Regina LOUF. Le livre sur *Les dossiers X* contient des dizaines d'exemples de vérifications du témoignage de Regina, fondés pour la plupart sur la lecture des dossiers judiciaires. Ici aussi nous devons faire une analogie avec l'affaire DREYFUS. Rappelons que celle-ci n'existerait pas si le chef du service des renseignements de l'armée - qui avait découvert le vide total du dossier contre DREYFUS et l'identité du vrai coupable - n'avait créé des fuites qui permirent de mobiliser un certain nombre d'intellectuels dans le combat pour la vérité.

Les intellectuels

Qu'en est-il actuellement de la position des intellectuels en Belgique par rapport à l'affaire des dossiers X ? Il faut tout d'abord savoir qu'il existe, du côté francophone, une carence grave d'informations. Peu après l'apparition publique de Regina LOUF, la rédaction du principal quotidien francophone fit savoir qu'elle avait décidé de ne plus parler de X1. L'information se transforma en désinformation. Lorsque Regina publia son livre [10], qui est un récit d'une intelligence et d'une sincérité poignantes, la plupart des journaux n'en parlèrent pas, sauf

pour dire qu'il s'agissait d'un livre *pornographique*. Le livre s'est vendu à plus de 20.000 exemplaires en néerlandais et à 2.000 exemplaires seulement en français. La plupart des intellectuels francophones ne disposent donc pas encore du corpus d'informations nécessaire pour se faire une opinion fondée.

Il faut ajouter que le sentiment de vivre dans le confort d'une société démocratique semble avoir endormi l'esprit critique de nombreux intellectuels. Prenons-en pour exemple une étude sur *L'affaire Dutroux et les médias* [11], réalisée par l'*Observatoire du récit médiatique* de l'Université catholique de Louvain. Sans vouloir exprimer une position personnelle, le directeur de l'étude distingue deux *pools* de journalistes opposés, qu'il appelle les *rationalistes critiques* et les *compassionnels militants*. La distinction elle-même implique une prise de parti évidente, mais là où l'étude est tout à fait biaisée, c'est dans le fait qu'elle prend tout simplement l'opinion dominante pour vraie. Ainsi, l'auteur évoque *la mise en scène que certains médias ont offert aux fantasmes de X1, sans avoir interrogé les parents de Christine Van Hees, la victime de la champignonnière, dont le témoignage confondit pourtant Regina Louf* [12]. Cette phrase fait référence à un article paru dans un quotidien affirmant que la mère de Christine avait *piégé Regina Louf* [13], en lui demandant si Christine lui avait parlé du voyage qu'elle avait fait au Canada peu avant sa mort. Regina aurait répondu positivement, alors que Christine n'a jamais mis les pieds au Canada. Or ceci est un parfait exemple de désinformation, puisque le procès-verbal de la confrontation (filmée) entre Regina LOUF et les parents VAN HEES indique le contraire : - Mme VAN HEES : *Entre-temps, elle a fait un grand voyage au Canada. N'en a-t-elle jamais parlé ?* - Regina LOUF : *Je ne pense pas que nous ayons jamais eu la chance de parler de ces choses.*

La distinction entre *journalistes compassionnels* et *journalistes critiques* ne peut être établie indépendamment de la connaissance des faits. Rappelons que les négationnistes prétendaient s'appuyer sur la même distinction en affirmant que les *preuves matérielles* de l'holocauste n'étaient pas suffisamment établies. Ils se présentaient donc comme des journalistes ou des historiens *critiques*. Dans l'affaire

Dreyfus encore, comment distinguer entre les *critiques* et les *compassionnels* sans connaître la vérité ?

Les psychiatres

Que pensent les psychiatres de toute cette affaire ? Regina LOUF a effectué une thérapie de plus de dix ans chez deux psychothérapeutes successives. Au moment où les gendarmes veulent interroger Regina, sa thérapeute est tout à fait contre, mais Regina prend la décision de continuer toute seule. Au cours de l'enquête, elle sera examinée par un collège d'experts psychiatres dirigé par le Professeur IGODT de la KUL, qui conclut : *Il s'agit d'une femme de 28 ans, qui affirme avoir été victime d'abus sexuels au sein d'un réseau d'abus d'enfants. D'un point de vue psychiatrique anamnestique, on peut constater chez l'intéressée un trouble dissociatif et une structure de personnalité-limite, qui présente cependant, suite à une thérapie de plusieurs années, un caractère assez stable et dans laquelle les différents éléments dissociés sont assez bien intégrés. En ce qui concerne la validité et la crédibilité du témoignage (...) les informations de l'intéressée peuvent uniquement avoir leur importance en tant qu'éléments pour la suite de l'enquête, pour introduire de nouvelles pistes, mais ne peuvent en aucun cas être utilisées comme preuves en l'absence de confirmation par d'autres sources objectives.*

Donc, nécessité de vérifier les faits qu'elle indique par des enquêtes. Pas question de la croire *sur parole*, mais aucune raison psychiatrique de rejeter en bloc le témoignage de Regina LOUF au nom de sa pathologie.

D'autres psychiatres, dont moi-même, ont pu rencontrer longuement Regina LOUF : le Professeur PYCK de la KUL, le Professeur Jean Yves HAYEZ et Anne d'ALCANTARA pédopsychiatre à l'UCL. Tous les experts belges qui ont vu Regina considèrent son témoignage comme valable. Elle a également rencontré à Londres le Professeur GUDJONSSON, spécialiste de la suggestibilité, qui a constaté en lui faisant passer un test qu'elle était très peu suggestible.

En dehors des journalistes qui l'ont traitée de folle, le seul psychiatre qui ait réfuté son témoignage est le Professeur MERCKELBACH, des

Pays-Bas, qui ne l'a jamais entendue et qui avouait récemment n'avoir pas réussi à se procurer son livre. Par conséquent, l'orgueilleux professeur, qui traite le Professeur IGODT de *médecin légiste amateur* [14], est obligé de se baser sur des éléments de désinformation propagés par des journalistes. C'est ainsi qu'il prend pour preuve du manque de sérieux de l'enquête sur Regina LOUF le fait que DE BAETS n'aurait pas fait de procès verbal mentionnant que Regina LOUF n'avait pas identifié une photo de Christine VAN HEES. Or, on sait parfaitement que ce procès-verbal existait en de nombreux exemplaires. L'enquête sur DE BAETS l'a établi, mais cette accusation a néanmoins permis de l'écarter de l'enquête.

Conclusion

Dans son livre sur la personnalité multiple, Ian HACKING pose la question : *Qui a raison ?* en cas d'accusation ou de dénégalation d'abus sexuels. Sa réponse est que *cette question n'admet pas de réponse générale. Cela doit être décidé au cas par cas* [15]. J'adhères complètement à ce point de vue. Il est donc essentiel d'écouter les victimes et de vérifier autant que possible leurs propos.

Lorsque Sherril MULHERN dénonce le fait *qu'en l'absence de toute autre preuve permettant de corroborer les faits allégués, le récit du traitement par le thérapeute et son authentification des preuves thérapeutiques que lui seul a vues devienne le pivot de l'accusation* [16], je suis entièrement d'accord avec elle. Si, par contre, elle disqualifie les *récits terrifiants de traumas extrêmes* décrits par certaines victimes souffrant de troubles dissociatifs de la personnalité sur base du seul contenu de ces récits - comme certains experts recommandent de le faire (notamment le Professeur VAN KOPPEN de la faculté de Droit d'Antwerpen) B je ne la suis pas. Car, en concluant à la fausseté d'un récit sur base de ce récit, on commet une erreur symétrique à celle que l'on dénonce, à savoir conclure à la vérité du récit sur base de ce seul récit.

Une telle attitude empêche de percevoir les abus extrêmes et de les combattre. Je citerai en exemple la découverte récente en Colombie du

fait que sous des pratiques de satanisme se cachait un *nettoyage social* par l'assassinat en masse d'enfants des rues [17]. C'est pourquoi il faut éviter de rejeter les propos d'une victime parce qu'ils sont invraisemblables. La seule chose qui compte est de savoir s'ils sont vérifiables. C'est aussi la seule chance de découvrir ce que l'on ne connaît pas encore.

La recherche de *ce qui n'a pas encore de nom* permet de le nommer. La *découverte* du syndrome des bébés battus, par exemple, en 1962, a permis de voir que certaines fractures n'étaient pas la conséquence d'une *fragilité osseuse*, mais la conséquence de coups. Pour que l'évidence devienne visible, il faut qu'elle porte un nom. Je pense que c'est la difficulté à reconnaître l'abus organisé des enfants dans notre société qui explique le lynchage médiatique dont Regina LOUF est victime.

Marc Reisinger

[1] Voir : Marie-France BOTTE, Jean-Paul MARI, *Le Prix d'un enfant*, Robert Laffont, 1993.

[2] Jorge SEMPRUN, Élie WIESEL, *Se taire est impossible*, Éditions Mille et une Nuits/Arte, 1995, p.14.

[3] René-Philippe DAWANT, *L'enquête manipulée*, Éd. Luc Pire, 1998.

[4] A. BULTÉ, D. DE CONINCK, M.-J. VAN HEESWYCK, *Les dossiers X*, EPO, 1999.

[5] Marc Reisinger, *autre fidèle des affabulations pornographiques de Regina Louf*, Le Soir Illustré, 28 octobre 1998.

[6] YOLANDA, *L'innocence souillée*, Presses de la Cité, 1995. Très curieusement, ce livre publié il y a 4 ans seulement est devenu totalement introuvable. Ses références n'apparaissent même plus dans l'inventaire des ouvrages publiés.

[7] *X1 Une affaire d'État*, Une sélection d'articles parus dans De Morgen en janvier et février 1998, *Pour la vérité* n°1, février 1998, p.25 [toujours disponible par correspondance].

[8] Pour plus de détails voir la brochure citée en [7].

[9] DE CONINCK et al, op ; cité, p.496.

- [10] Regina LOUF, *Silence on tue des enfants*, Éd. Mols, 1998.
- [11] Benoît GREVISSE, *L 'Affaire Dutroux et les médias*, Academia Bruylant, 1999.
- [12] Op.cité, p.112
- [13] La Dernière Heure, 30 avril 1998
- [14] Harald MERCKELBACH, *Opkomst en ondergang van Getuige X1*, Skeper, juni 1999.
- [15] Ian HACKING, *L 'âme réécrite*, Coll. Les Empêcheurs de penser en rond, 1998, p.184.
- [16] Sherril MULHERN, *L 'Hypnose, la mémoire et la déconstruction du moi postmoderne*, in *La Transe et l'Hypnose*, Imago.
- [17] De Morgen, 9 septembre 1999.

UNE VIE

Pierre Clastres et l'anthropologie anarchiste

Quelle œuvre, en anthropologie, est plus salubre et jubilatoire que celle de **Pierre Clastres** ? Celle de *Marshall Sahlins*, répondrait l'intéressé. Ouais... disons que ça se vaut.

Pourtant, à la lecture de ses textes on est vite désemparé par le caractère atypique et novateur qui échappe à toute incorporation dans les clivages habituels de l'anthropologie politique. Miguel Abensour, qui lui a consacré une étude, ne tente de cerner Clastres que par des propositions négatives : il n'est pas structuraliste mais ne rejette pas Lévi-Strauss, il n'est pas marxiste mais ne rejette pas Marx. Devant le

flou de ce qu'il avance, Abensour (1987, p.11) pose la question *Comment classer l'œuvre de Clastres?* et y répond, fort justement mais toujours par élimination : *certainement pas dans un éclectisme, ni dans une transaction diplomatique entre le structuralisme et le marxisme.* Clastres lui-même a donné à ses travaux une étiquette de *nouvelle anthropologie* qui reste B volontairement peut-être B fort peu explicite pour ne pas dire insignifiante, mais nous aurons l'occasion d'y revenir.

Un anarchisme méthodologique

Une des parentés théoriques de Clastres est à chercher incontestablement outre-Atlantique, notamment du côté de M. Sahlins. L'auteur d' *Âge de pierre, âge d'abondance* a mis au point le premier une méthode d'analyse passant par ce que nous proposons d'appeler un **anarchisme méthodologique**. Dans le chapitre intitulé *Anarchie et dispersion*, il fait du caractère anarchique du *Mode de Production Domestique* (MPD) le caractère dominant de la société primitive. L'anarchie est première à toutes les forces intégratrices du lignage et de la chefferie qui tentent de la compenser. C'est dans l'économie et les rapports de production que se trouve la clef de l'analyse de la société primitive. Par son organisation anarchique, le MPD fonctionne comme une machine anti-production, *foncièrement hostile à la formation de surplus*, condition nécessaire à l'instauration d'un pouvoir séparé de type étatique...

On comprend bien comment Clastres a su prendre la mesure des implications politiques de ces considérations. *La société contre l'État* paraît deux ans après l'ouvrage fondateur de Sahlins et l'article *La question du pouvoir dans les sociétés primitives* quatre ans après. Il se livre à une analyse renversante et révolutionnaire, majestueux coup de latte dans les fourmilières des anthropologies politiques classique et marxiste. La première fait des sociétés primitives des sociétés où la sphère du politique est absente, la seconde voit dans toutes les sociétés qu'elle nomme B par crypto-évolutionnisme B *pré-capitalistes* le germe des rapports de domination capitalistes ; l'État bourgeois infiltré jusque chez les Baruya ! La pensée de Pierre Clastres s'articule sur l'idée du *grand partage* B qui marque une rupture logique radicale B

entre les *sociétés contre* et les *sociétés à*, entre les sociétés qui refusent et les sociétés qui acceptent, même désirent, l'*Innommable*, terme emprunté à Étienne de La Boétie. S'il reconnaît que l'État est un principe absent de la société primitive (1974, p.161) il refuse de voir là une déficience, une absence d'enjeux politiques. Si des sociétés sont *sans État*, c'est qu'elles sont *contre l'État*. On sait au moins depuis Marcel Mauss que la neutralité n'existe pas dans la pensée sauvage ; si on n'est pas favorable, on est hostile. Ainsi, Clastres substitue à la définition par le manque l'expression d'une volonté légitime et rétablit une dimension politique là où l'anthropologie politique classique observait le néant. L'anarchie est un vrai système politique, achevé et cohérent. Le pouvoir s'y exerce en sens inverse de celui de l'État. C'est la société qui a tout pouvoir sur un chef mis à son service qui n'a que des devoirs, et un peu de prestige. Ce que la société refuse, c'est l'instauration d'un pouvoir séparé d'elle. Cela ne signifie pas qu'elle refuse la règle ; elle est forcément le propre de la société en ce qu'elle la tire de l'animalité. Un homme n'épouse pas sa sœur. Par une analyse des rites d'initiation (du monde entier) par exemple, on s'aperçoit que la règle peut très bien passer par les canaux internes de la société (1), mieux, que quand cette règle est le produit et l'instrument de l'intérêt général, elle n'a aucunement besoin de recourir à l'intervention de puissances coercitives et centralisées. Le *monopole de la violence légitime* (= l'État selon Max Weber) n'émerge que pour imposer une règle qui n'exprime pas l'intérêt général mais qui est l'instrument des dominants. Il ne saurait subsister de liberté dans l'État qu'illusoire.

L'amour de la servitude

C'est dans la lecture de La Boétie que Clastres pousse le plus loin les aboutissants philosophiques de ses tenants anthropologiques, qu'il transforme la rupture société contre l'État/société à État en *partage entre société de liberté et société de servitude* (1980, p.113). Et toute société divisée est une société de servitude (ibid. souligné dans le texte original). Voilà un anarchisme sans individualisme car fondé sur une égalité viscérale allant jusqu'à nier l'affirmation de l'individualité B du moins aux dépens des autres. Elle fonde ainsi la Liberté. La liberté ne vaut que si elle est partagée par tous de la même façon. La liberté de

l'un ne commence que là où commence celle des autres. À cette simple condition, elle est infinie. Eh oui, la Liberté pose ses conditions... alors ne laissons plus les publicitaires et les marchands de domotique piller cette idée. Ces conceptions rejoignent clairement celles exprimées par P.-J. Proudhon dans *Qu'est-ce que la propriété? : La liberté est égalité... hors de l'égalité, il n'y a pas de société. La liberté est anarchie, parce qu'elle n'admet pas le gouvernement de la volonté, mais seulement l'autorité de la loi, c'est-à-dire la nécessité. La liberté est variété infinie, parce qu'elle respecte toutes les volontés dans les limites de la loi... La liberté est essentiellement organisatrice.* Clastres fait éclater le clivage qui traversait le champ du débat politique et qui consistait à clamer : *l'égalité d'abord ou la liberté d'abord.* Cette illusion plaçait les anarchistes les plus enragés aux côtés des capitalistes, les libertaires avec les libéraux, pis, elle les confondait.

La Boétie est le premier à remettre en cause l'État et la division en dominants et dominés comme des allant de soi inéluctables et à dire *autre chose est possible.* Disant cela, il enjoint déjà à se garder d'un certain ethnocentrisme au moment où on commence tout juste à découvrir les Indiens d'Amérique et trois siècles avant l'anthropologie évolutionniste qui érigeria cet ethnocentrisme en principe méthodologique fondamental. La Boétie nomme Malencontre le moment où la société de Liberté passe à l'état de servitude des dominés aux dominants, l'Innommable, l'État. L'État ne peut surgir que de la rencontre malheureuse avec un élément extérieur perturbant une organisation anarchique parfaitement cohérente. Pas de continuum entre la Liberté et la servitude. Entre l'ère de la Liberté et celle de l'État, il y a rupture radicale, renversement du sens du contrôle, ce qui n'empêche pas de concevoir des différences de degrés dans les formes de pouvoir après le Malencontre, de concevoir en outre le totalitarisme ; *il y a une hiérarchie du pire, il n'y a de hiérarchie que du pire...* et la hiérarchie, c'est déjà le pire.

Ce qu'introduit aussi La Boétie, c'est l'idée de volonté ; la liberté est volontaire, la servitude aussi. L'Innommable est autant la volonté de se soumettre (Clastres dit même *l'amour de la servitude*) des uns que celle de dominer des autres. *L'homme est un être-pour-la-liberté* (Clastres

1980, p.113) et l'Innommable, c'est l'homme intégralement dénaturé et défiguré.

Certes Pierre Clastres *ne milite pas en faveur du monde des Sauvages... [il se] contente de les décrire* (1980, p.147), mais après une analyse posée en termes de *Liberté* et de *servitude*, il est légitime de vouloir préférer un modèle à l'autre. B je dis bien un modèle, une orientation politique ; il ne s'agit pas d'envier dans leur fonctionnement concret des sociétés qui se reproduisent notamment par la guerre. Sans l'y faire prendre part, je dis qu'on trouve chez Clastres les bases d'un projet anarchiste à construire.

Le pouvoir des uns, entretenu qu'il est par le désir de soumission des autres, ne s'effondrera jamais par des phénomènes endogènes. *Les tyrans, plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruinent et détruisent, plus on leur baille [bailleur = donner], plus on les sert, de tant plus ils se fortifient et deviennent toujours plus forts et plus frais pour anéantir et détruire tout* (La Boétie, *Discours*, p.137). On peut néanmoins envisager les conditions de la mort de l'État en répondant aux questions fondamentales posées par Clastres : *Pourquoi [l'État] a-t-il émergé ?... À quelles conditions une société cesse-t-elle d'être primitive ? Pourquoi les codages qui conjurent l'État défont-ils, à tel ou tel moment de l'histoire ?* Clastres lance ensuite un véritable appel à un projet anarchiste : *Il est hors de doute que seule l'interrogation attentive du fonctionnement des sociétés permettra d'éclairer le problème des origines. Et peut-être la lumière ainsi jetée sur le moment de la naissance de l'État éclairera-t-elle également les conditions de possibilité (réalisables ou non) de sa mort* (1980, p.108-109). C'est de la connaissance que naissent le projet et la volonté nécessaires. Car les rapports de domination ne s'éteindront pas tout seuls. La société réalise son désir de soumission et le Despote son désir de pouvoir, tout tourne rond. Ce qui manque à l'homme dénaturé pour recouvrer le désir de liberté, c'est le souvenir de cette liberté. Au savant d'éclairer l'homme à ce sujet...

En rejetant toute vision téléologique dans l'analyse du passage d'un type de société à un autre, Clastres ouvre la porte à un passage de la

société de servitude à la société de Liberté qui ne serait pas un retour en arrière, vers un état (si on peut dire !) d'antériorité, mais un des sens possibles de l'histoire. Après tout, Malencontre lui-même est un *événement fortuit qui n'avait aucune raison de se produire et qui s'est cependant produit* (1980, p.116). La Boétie pose deux questions : D'où sort l'État ? et Comment le renoncement à la liberté peut-il être durable ?...et Clastres en ajoute une troisième : Comment les sociétés primitives parviennent-elles à empêcher la division ?

Anthropologie anarchiste

Ces problématiques sont aux fondements de ce qu'on entend couramment par la *nouvelle anthropologie*. C'est Pierre Clastres lui-même qui avance cette appellation dont il livre une vague définition : *nouvelle idée de l'homme, anthropologie de l'homme moderne, de l'homme des sociétés divisées*. Ce qu'il propose par là, c'est d'envisager l'homme dénaturé par rapport au postulat anarchiste établi à propos des sociétés primitives. La *nouvelle anthropologie* ressemble plus à un principe qu'il posait provisoirement, en attendant de la définir avec plus de précision. Pour ma part, je propose d'appeler les choses par leur nom et de définir un courant et une discipline *par ses méthodes*. Appelons-la donc *anthropologie anarchiste*.

Anarkhia signifie *absence de chef*. Chez les primitifs, il s'agit du moins de se donner un chef de pacotille dépourvu de pouvoir, juste pour occuper la place et s'assurer qu'un despote ne viendra pas l'accaparer. Le chef fournit une *image* de ce despote à surveiller, permet ainsi de prendre conscience d'une menace qui serait inconcevable autrement (2). Il n'a que du prestige et des devoirs à l'égard de la communauté.
L'espace de la chefferie n'est pas le lieu du pouvoir, et la figure (bien mal nommée) du chef ne préfigure en rien celle d'un futur despote (1974, p.175, souligné dans le texte original) La société exerce un tel contrôle sur son chef qu'il lui est même impossible que lui vienne l'idée d'instaurer la division et de transformer son prestige en pouvoir.

En peignant une *société contre l'État*, Pierre Clastres propose un contre-modèle possible B puisque actuel B à l'organisation sociale faite

de pouvoir et de division que nous acceptons comme une fatalité. Mais ce qui est exaltant dans son analyse, c'est avant tout qu'elle n'est en rien l'effet d'une idéologie préconçue mais ne prend appui que sur des faits ethnographiques étudiés avec minutie et sans parti pris. Si au bout du compte l'interprétation brute de ces faits rejoint d'anciennes théories spéculatives, ce n'est pas le fruit d'une intention préalable ; peut-être cela signifie-t-il tout simplement que les philosophes avaient tapé juste. Ce qui porte Clastres à dénier tout pouvoir aux chefs primitifs B mouvement fondateur s'il en est B ce n'est pas d'avoir lu Nietzsche à l'université, c'est l'observation, les pieds dans la boue, d'un chef indien dont les seules activités (de chef) consistaient à remplir un devoir de parler à sa communauté et au nom de sa communauté. Loin des spéculations logiques, seule une connaissance fine et imprégnée de la société Guayaki pouvait permettre de se rendre compte du fait que le chef était sans cesse au service et sous le contrôle de la communauté vigilante qui ne lui accordait en contrepartie que du prestige. Ainsi, dès la *Chronique*, Clastres peut écrire sans guère extrapoler des phrases qui fonderont la *société contre l'État* : *Un chef n'est point pour eux un homme qui domine les autres, un homme qui donne des ordres et à qui l'on obéit* ; aucun Indien n'accepterait cela, et la plupart des tribus sud-américaines ont préféré choisir la mort et la disparition plutôt que de supporter l'oppression des Blancs. Les Guayaki, voués à la même philosophie politique "sauvage", séparaient radicalement le pouvoir et la violence : pour prouver qu'il était digne d'être chef, Jyvukugi devait démontrer qu'à la différence du Paraguayen il n'exerçait pas son autorité moyennant la coercition, mais qu'au contraire il la déployait dans ce qui est le plus opposé à la violence, dans l'élément du discours, dans la parole... L'obligation de manipuler chaque fois que c'est nécessaire l'instrument de la non-coercition B le langage B soumet ainsi le chef au contrôle permanent du groupe : toute parole du leader est une assurance donnée à la société que son pouvoir ne la menace point (1972, p.84-86). Encore l'autorité dont il est question ici n'en est qu'une apparence, puisqu'elle ne s'exerce en aucune façon. Pour dire les choses un peu vite, Pierre Clastres a vu surgir concrètement et physiquement la dimension politique en la personne de Jyvukugi, avant de la réhabiliter par des jeux d'abstractions.

Une pensée efficace

Il y a presque quelque chose de structurel dans la mort prématurée de Clastres. C'était un rouleau compresseur, une pensée si efficace qu'il n'y a plus rien à penser après elle, d'où la nécessité de maintenir une certaine incomplétude nécessaire à la poursuite de la recherche.

J'ai encore des choses à dire car il nous a ouvert de formidables pistes où il n'a pas eu le temps de s'engouffrer.

Finalement, si le fléau automobile a causé l'une des pires pertes intellectuelles aux hommes B peut-être à la mesure de ce qu'avait fait la ciguë à une autre époque B, il nous laisse au moins assez de champ pour continuer à écrire...

Yoram Moati

(1) Voir la façon dont l'État ne tolère pas certains rites (par exemple le bizutage) ou s'efforce de les prendre en charge (le bac, le mariage, etc.).

(2) À ce sujet, voir Marc Richir, *Quelques réflexions épistémologiques préliminaires sur le concept de sociétés contre l'État* in M. Abensour (dir), 1987, p.61-71.

Bibliographie succincte

Pierre Clastres, *Chronique des Indiens Guayaki*, Plon, coll. *Terre humaine*, Paris, 1972 - *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Éd. de Minuit, Paris, 1974 - *Recherches d'anthropologie politique*, Éd. du Seuil, coll. *Recherches anthropologiques*, Paris, 1980

M. Abensour (dir.), *L'esprit des lois sauvages, Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique*, Seuil, Paris, 1987. On trouvera à la fin de cet ouvrage intéressant un précieux inventaire des œuvres du bonhomme

M. Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, traduction française de T. Jolas, Gallimard, Paris, 1976.

Préface de Pierre Clastres (reprise dans *Recherches d'anthropologie politique*)

Étienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire* (voir AL 227), Payot, Paris, 1976. Postface de Pierre Clastres (reprise dans *Recherches d'anthropologie politique*).

TEXTO / PIERRE CLASTRES

Le devoir de parole

*Parler, c'est avant tout
détenir le pouvoir de parler.*

Ou bien encore, l'exercice du pouvoir assure la domination de la parole : seuls les maîtres peuvent parler. Quant aux sujets : commis au silence du respect, de la vénération ou de la terreur. Parole et pouvoir entretiennent des rapports tels que le désir de l'un se réalise dans la conquête de l'autre. Prince, despote ou chef d'État, l'homme de pouvoir est toujours non seulement l'homme qui parle, mais la seule source de parole légitime : parole appauvrie, parole pauvre certes, mais riche d'efficience, car elle a nom commandement et ne veut que l'obéissance de l'exécutant.

Extrêmes inertes chacun pour soi, pouvoir et parole ne subsistent que l'un dans l'autre, chacun d'eux est substance de l'autre et la permanence de leur couple, si elle paraît transcender l'Histoire, en nourrit néanmoins le mouvement : il y a événement historique lorsque, aboli ce qui les sépare et donc les voue à l'inexistence, pouvoir et parole s'établissent dans l'acte même de leur rencontre. Toute prise de pouvoir est aussi un gain de parole.

Il va de soi que tout cela concerne en premier lieu les sociétés fondées sur la division : maîtres-esclaves, seigneurs-sujets, dirigeants-citoyens, etc. La marque primordiale de cette division, son lieu privilégié de déploiement, c'est le fait massif, irréductible, peut-être irréversible, d'un pouvoir détaché de la société globale en ce que quelques membres seulement le détiennent, d'un pouvoir qui, séparé de la société, s'exerce sur elle et, au besoin, contre elle. Ce qui est ici désigné, c'est l'ensemble des Sociétés à État, depuis les despotismes les plus archaïques jusqu'aux États totalitaires les plus modernes, en passant par les sociétés démocratiques dont l'appareil d'État, pour être libéral, n'en demeure pas moins le maître lointain de la violence légitime.

Voisinage, bon voisinage de la parole et du pouvoir : voilà qui sonne clair à nos oreilles dès longtemps accoutumées à l'écoute de cette parole-là. Or, ne peut se méconnaître cet enseignement décisif de l'ethnologie le monde sauvage des tribus, l'univers des sociétés primitives ou encore - et c'est égal - des sociétés sans État, offre à notre réflexion cette alliance déjà décelée, mais pour les sociétés à État, entre le pouvoir et la parole.

Sur la tribu règne son chef et celui-ci également règne sur les mots de la tribu. En d'autres termes, et tout particulièrement dans le cas des sociétés primitives américaines, les Indiens, le chef - l'homme de pouvoir - détient aussi le monopole de la parole.

Il ne faut pas, chez ces Sauvages, demander : qui est votre chef ? mais plutôt : qui est parmi vous celui qui parle ? Maître des mots : ainsi nombre de groupes nomment-ils leur chef.

On ne peut donc, semble-t-il, penser l'un sans l'autre le pouvoir et la parole, puisque leur lien, clairement méta-historique, n'est pas moins indissoluble dans les sociétés primitives que dans les formations étatiques. Il serait cependant peu rigoureux de s'en tenir à une détermination structurale de ce rapport. En effet, la coupure radicale qui partage les sociétés, réelles ou possibles, selon qu'elles sont à État ou sans État, cette coupure ne saurait laisser indifférent le mode de liaison entre pouvoir et parole. Comment s'opère-t-elle dans les sociétés sans État ? L'exemple des tribus indiennes nous l'enseigne.

Une différence s'y révèle, à la fois la plus apparente et la plus profonde, dans la conjugaison de la parole et du pouvoir. C'est que si, dans les sociétés à État, la parole est le droit du pouvoir, dans les Sociétés sans État au contraire, la parole est le devoir du pouvoir. Ou, pour le dire autrement, les sociétés indiennes ne reconnaissent pas au chef le droit à la parole parce qu'il est le chef : elles exigent de l'homme destiné à être chef qu'il prouve sa domination sur les mots. Parler est pour le chef une obligation impérative, la tribu veut l'entendre : un chef silencieux n'est plus un chef.

Et que l'on ne s'y trompe pas. Il ne s'agit pas ici du goût, si vif chez tant de Sauvages, pour les beaux discours, pour le talent oratoire, pour le grand parler. Ce n'est pas d'esthétique qu'il est ici question, mais de politique. Dans l'obligation faite au chef d'être homme de parole transparaît en effet toute la philosophie politique de la société primitive. Là se déploie l'espace véritable qu'y occupe le pouvoir, espace qui n'est pas celui que l'on pourrait croire. Et c'est la nature de ce discours dont la tribu veille scrupuleusement à la répétition, c'est la nature de cette parole capitane qui nous indique le lieu réel du pouvoir.

Que dit le chef ? Qu'est-ce qu'une parole de chef ? C'est, tout d'abord, un acte ritualisé. Presque toujours, le leader s'adresse au groupe quotidiennement, à l'aube ou au crépuscule. Allongé dans son hamac ou assis près de son feu, il prononce d'une voix forte le discours attendu. Et sa voix, certes, a besoin de puissance, pour parvenir à se faire entendre. Nul recueillement, en effet, lorsque parle le chef, pas de silence, chacun tranquillement continue, comme si de rien n'était, à vaquer à ses occupations. La parole du chef n'est pas dite pour être écoutée. Paradoxe : personne ne prête attention au discours du chef. Ou plutôt, on feint l'inattention. Si le chef doit, comme tel, se soumettre à l'obligation de parler, en revanche les gens auxquels il s'adresse ne sont tenus, eux, qu'à celle de paraître ne pas l'entendre.

Et, en un sens, ils ne perdent, si l'on peut dire, rien. Pourquoi ? Parce que, littéralement, le chef ne dit, fort. prolixement, rien. Son discours consiste, pour l'essentiel, en une célébration, maintes fois répétée, des normes de vie traditionnelles A Nos aïeux se trouvèrent bien de vivre

comme ils vivaient. Suivons leur exemple et, de cette manière, nous mènerons ensemble une existence paisible. @ Voilà à peu près à quoi se réduit un discours de chef. On comprend dès lors qu'il ne trouble pas autrement ceux à qui il est destiné.

Qu'est-ce qu'en ce cas parler veut dire ? Pourquoi le chef de la tribu doit-il parler précisément pour ne rien dire ? A quelle demande de la société primitive répond cette parole vide qui émane du lieu apparent du pouvoir ? Vide, le discours du chef l'est justement parce qu'il n'est pas discours de pouvoir : le chef est séparé de la parole parce qu'il est séparé du pouvoir. Dans la société primitive, dans la société sans État, ce n'est pas du côté du chef que se trouve le pouvoir : il en résulte que sa parole ne peut être parole de pouvoir, d'autorité, de commandement. Un ordre voilà bien ce que le chef ne saurait donner, voilà bien le genre de plénitude refusée à sa parole.

Au-delà du refus d'obéissance que ne manquerait pas de provoquer une telle tentative d'un chef oublieux de son devoir, ne tarderait pas à se poser le refus de reconnaissance. Le chef assez fou pour songer non point tant à l'abus d'un pouvoir qu'il ne possède pas, qu'à l'us même du pouvoir, le chef qui veut faire le chef, on l'abandonne : la société primitive est le lieu du refus d'un pouvoir séparé, parce qu'elle-même, et non le chef, est le lieu réel du pouvoir.

La société primitive sait, par nature, que la violence est l'essence du pouvoir. En ce savoir s'enracine le souci de maintenir constamment à l'écart l'un de l'autre le pouvoir et l'institution, le commandement et le chef. Et c'est le champ même de la parole qui assure la démarcation et trace la ligne de partage.

En contraignant le chef à se mouvoir seulement dans l'élément de la parole, c'est-à-dire dans l'extrême opposé de la violence, la tribu s'assure que toutes choses restent à leur place, que l'axe du pouvoir se rabat sur le corps exclusif de la société et que nul déplacement des forces ne viendra bouleverser l'ordre social. Le devoir de parole du chef, ce flux constant de parole vide qu'il doit à la tribu, c'est sa dette infinie, la garantie qui interdit à l'homme de parole de devenir homme de pouvoir.

UNE PENSÉE

Raoul Vaneigem ou la célébration du vivant

Apprêter sa vie à la manière d'un Fourier, d'un Stirner ou même d'un Rabelais, voilà chose à laquelle s'attelle Vaneigem en chacun de ses écrits. Nous tenterons en ce texte d'en faire jaillir la stratégie.

Maquisard de la pensée rebelle, Vaneigem incarne cette sorte d'homme qui, à la volonté de puissance, préfère le désir de vivre plus que de survivre. Chacun de ses ouvrages est ainsi une *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire* (1). Adresse où il s'agit moins de résister que de construire une vie rendue à chaque instant passionnante. Et pour ce faire, Vaneigem ne nous propose pas autre chose que de périr avec le monde ou de renaître à soi en le recréant (2).

Ne trahir ainsi que des idées fortes. S'y arracher pour mieux s'en affranchir. Traquer en elles leur évidente inanité pour davantage récuser celles prévalant que la vie n'a pas de prix. Qu'elle n'en a même aucun. Toute l'œuvre de Raoul Vaneigem (1934-) s'attelle à dénoncer cette évidence sans cesse renouvelée à travers le prisme d'une existence vouée à la vie et aux plaisirs qui lui sont inhérents.

À la force d'un verbe frondeur et d'un sens aiguë de la formule, cet auteur s'érige comme une des figures emblématiques d'un retour de

l'homme à lui-même qu'un certain *Mai 68* avait esquissé maladroitement en de printanières effusions aujourd'hui débauchés.

Jeunesse révolté est souvent récupéré à l'âge où le succès les rend inoffensifs et leur tourne la tête.

Vaneigem nous propose une vision jubilatoire de l'être dont l'inhumanité n'est jamais que l'expression de cette fâcheuse tendance prédatrice, devenue à force des siècles appropriation féroce, de l'homme vis-à-vis de ses semblables quand ce n'est pas de lui-même. Tendance dont les aspirations peuvent se perdre dans le commerce d'une pseudo-réalisation de soi où l'on n'a plus que le choix de ses chaînes. Où consommation et décomposition de masses réifient de tristes principes d'une société devenue vénale.

Il démontre que chaque passion que notre veulerie assassine condamne la plupart d'entre nous, sinon chacun, au dépérissement d'une vie ne songeant plus qu'à mourir. D'elle-même. D'ennui. Ou de faims carnassièrement insatiables. *Nous qui désirons sans fin (3)*.

Avec une vigueur rarement démentie depuis son Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations (4), Vaneigem nous fait humer les miasmes d'un monde aux allures de cloaque. Oui, il nous fait renifler ces quelques tristes senteurs et autres putrescences immémoriales dont on asperge les champs de l'être à fortes doses de culpabilité.

Une éthique de cela se dévoile. Celle d'un homme entier et désireux de le rester. Par probité. Par respect des autres comme de soi. Pour cette part en chacun qui ne s'achète pas. Ainsi, Vaneigem dont l'évidente et belle culture sert à autre chose que de s'en prévaloir a pour dessein essentiel de vivre, de vivre mieux et d'y aider bien d'autres autant que faire se peut. Par l'entremise de l'écriture (5). Par le biais d'un engagement aussi sans illusion. Comme celui qui l'entraînera, par exemple, activement au sein de l'*Internationale Situationniste* (6) auquel il participera nombre d'années (1961-1969) en compagnie de Guy Debord pour ensuite s'en démarquer et mener seul à bien alors ses projets.

Résolument subversif et dissident par plaisir d'être soi et de n'y jamais vouloir renoncer, Vaneigem incarne à merveille cette pensée insurrectionnelle faite d'aversion à toute forme d'aliénation quelle qu'elle soit. Pensée dont Michel Onfray célèbre la lacrymogène essence dans *Les vertus de la foudre* (7), non pas telle une icône mais à travers les éruptions littéraires d'un talent encore très largement méconnu.

Vaneigem, penseur libertaire, dont le profil lapidairement dressé, à la lecture de ses écrits laisse apparaître un être sensible forgé au principe d'une vie consacrée aux plaisirs de l'éprouver sans avoir à se perdre. Chacune des lignes écrites par lui, est un encouragement virulent au prolongement fidèle des gestes ébauchés à chaque instant et par des milliers de gens pour éviter qu'un jour ne soit vingt-quatre heures de vie gâchée (8). Pour signifier, comme on peut le lire encore sur l'un des pans de mur d'un café bruxellois (9) que chaque homme est en droit de disposer de ce même nombre d'heures par jour en potentiel de liberté.

N'appartenir qu'à soi-même. Parce qu'il n'y a de communautaire que l'illusion d'être ensemble (10). Parce qu'il n'est de plus beau geste que celui par lequel la vie s'engendre et se prolonge pour donner à sont tour un nouveau style de vie sans contraintes ni contreparties. Paroles d'affranchis tenues par Vaneigem, comme par bien d'autres, qui à l'instar de J.S. Mill considère que la seule liberté digne de ce nom est de travailler à notre propre avancement à notre gré, aussi longtemps que nous ne cherchons pas à priver les autres du leur ou à entraver leurs efforts pour l'obtenir (11).

Si l'entreprise est louable, elle nécessite toutefois de tenir compte dans sa stratégie d'application tant du local que de l'internationale. Car la seule façon de ne pas s'atrophier dans une société qui débonde en destructions absurdes la rage de ne pas vivre, c'est de construire les situations où créer son bonheur quotidien enseigne à créer une société plus humaine (12).

C'est-à-dire une société où l'économie est davantage au service de l'homme que l'inverse. Une société où l'audace ne consiste plus à vieillir.

Une société enfin où la qualité supplante la quantité pour la rendre caduque.

De cela émerge les contours d'une démocratie solidariste dont le défi, relevable par tous, consiste à inventer la pragmatique qui va avec. Le socle de cette sorte de démocratie résiderait en cette déclaration des droits et devoirs de la personne formulée par Vaneigem dans un souci d'universalité. Tout individu pourrait ainsi revendiquer un droit à la jouissance, un droit à l'autonomie, le droit de créer, un droit à la connaissance, un droit à la différence, un droit à la transparence, un droit à la santé, un droit de réparation en cas de préjudice subi, un droit à la libre expression, le droit à une affection sans réserve, un droit de concertation et enfin le droit de disposer de soi (13).

Quant à la solidarité que Vaneigem encourage, elle exige de mettre fin à l'ère de l'homo economicus pour ouvrir ce monde aux êtres de désir et à la jouissance de soi.

Peut-être certains verront-ils en ce projet *Pour une internationale du genre humain* quelques sédiments d'idées que l'on peut retrouver chez Stirner, Fourier ou Rabelais. Et pour cause, ces hommes n'ont eu de cesse de dresser l'homme quand tout concourrait à le maintenir rampant.

Et si Vaneigem est susceptible d'être taxé d'utopiste, c'est que l'appellation renvoie, comme H. Marcuse le précise, non pas à ce pays d'ailleurs mais plutôt ce à quoi la puissance des sociétés établies interdit de voir le jour (14). La liberté n'est jamais que là où l'homme se révèle à lui-même sans être régenté. Là où la révolution n'est pas une culture langagière ni une pâle mise en scène d'afflictions publiques mais bien une singularité mise au service de l'épanouissement du plus grand nombre sinon de tous.

Le temps est ainsi venu de passer des associations de défense à des associations créatrices capables de gérer des problèmes locaux dans une perspective internationale (15). Voilà ce que déclare celui dont chaque ouvrage est un foyer de résistance tant que l'humain ne sera pas au service de lui-même. Parce que Vaneigem écrit avec le désir de

célébrer le vivant pour mieux le régénérer. Parce qu'il n'y a de libertaires que dans le mouvement. De liberté que dans le changement. Dans l'instant même. Oui, il n'y a de libertaires que dans et pour la vie. Le reste n'est que bavardage et verbiage pédant.

Grégory Lambrette

- (1) R. Vaneigem, *Adresse aux vivants sur la mort qui les gouverne et l'opportunité de s'en défaire*, Seghers, 1990.
- (2) Vaneigem, *Le livre des plaisirs*, Encre/Labor, 1993, p.63
- (3) R. Vaneigem, *Nous qui désirons sans fin*, Gallimard, 1996.
- (4) R. Vaneigem, *Traité du savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967 ; Folio Actuel, 1992.
- (5) *Un livre n'a d'autre génie que le génie qui s'en tire pour le plaisir de vivre mieux* dans *Le Mouvement du Libre-Esprit*, R. Vaneigem, 1986, p. 10.
- (6) Pour ceux qui souhaiteraient s'informer sur ce mouvement, nous ne serions trop leur conseiller de lire *Internationale Situationniste*, 1958-1969, Fayard, 1997.
- (7) Michel Onfray, *Les vertus de la foudre (Journal hédoniste - Tome II)*, Grasset, 1998, pp.144-154.
- (8) R. Vaneigem, *Banalités de base*, Ludd, 1995, p.56.
- (9) Le café en question se dénomme *La Fleur en papier doré* et se trouve être l'ancien repère surréaliste bruxellois du milieu du XXème siècle.
- (10) R. Vaneigem, *Traité du savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967 ; Folio Actuel, 1992, p.76.
- (11) J.S. Mill, *De la liberté*, Gallimard, 1990, p. 79.

(12) R. Vaneigem, *Pour une internationale du genre humain*, Le Cherche Midi, 1999, p.16.

(13) R. Vaneigem, *La déclaration des droits et devoirs de la personne*, in *Lettre ouverte à ceux qui ne sont rien et veulent être tout* de A. Bercoff, Albin Michel, 1992, 197-201.

(14) H. Marcuse, *Vers la libération*, Denoël, 1969, p.14.

(15) R. Vaneigem, *Pour une internationale du genre humain*, Le Cherche Midi, 1999, p.151.

LU DANS LA PRESSE / LE MONDE

Les Égorgeurs

Après *Le Monde diplomatique*, c'est le quotidien *Le Monde*, dans son supplément *Le Monde des livres* daté du vendredi 31 mars qui publie une critique de livre *Les Égorgeurs* de Rey paru aux *Éditions du Monde libertaire*.

L'article *L'aveu cruel d'un appelé d'Algérie* est signé par Lucien Jedwab.

Saisi dès sa sortie (avril 1961), chez Minuit - constamment victime de la censure durant la guerre d'Algérie -, le livre de Benoist Rey est à nouveau disponible. C'est un document de première main sur l'horreur ordinaire des "opérations de maintien de l'ordre" menées par une unité de l'armée française dans le Nord constantinois de septembre 1959 à octobre 1960. Affecté dans un commando de chasse, l'auteur décrit avec précision les effets de la "pacification" : regroupement forcé de la population, incendie de villages soupçonnés d'abriter des "rebelles", exécution sommaire des suspects, torture des combattants ennemis ou supposés tels, quel que soit leur âge... Loin de la bataille d'Alger, ici, ce ne sont pas les parachutistes du général Massu qui agissent, mais

essentiellement des appelés, mis en situation de devoir défendre leur peau, contre celle des "bougnoles". Peur, découragement, lâcheté - mais aussi les exactions de ceux d'en face -, approbation tacite de la hiérarchie, sentiment d'impunité : tout concourt à faire de ces jeunes hommes loin de chez eux des "égorgeurs" sans remords, ivres de bière, le soir, après s'être livrés dans la journée à la "corvée de bois" ou avoir violé en groupe une gamine de treize ans... Sincère, s'impliquant, disant toujours "nous", Benoist Rey n'est pourtant pas dupe du rôle de l'armée française : défendre les intérêts de groupes industriels et des gros colons menacés par la lutte pour l'indépendance du peuple algérien. C'est là une contribution à un indispensable travail de mémoire et d'histoire. La plaie intime de cette "guerre sans nom" n'est toujours pas refermée, ici en France, là-bas en Algérie...

Toujours disponible par correspondance : 400 fb ou 60 ff à verser sur le compte 001-0536851-32 de *22-Mars Éditions* ou par chèque à l'ordre d' *Alternative Libertaire*, BP 103, 1050 Ixelles 1.

INCREVABLES ANARCHISTES

• Cela fait plus d'un siècle que *Le Libertaire* et *Le Monde Libertaire* tirent à vue sur tous les intolérables et s'efforcent de promouvoir l'idéal d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État, sans curé, sans militaire, sans commis-saire du peuple, sans sexisme... et sans exploitation ou oppression de quelque ordre que ce soit.

• Cela fait plus d'un siècle qu'ils dénoncent, attaquent, décortiquent, expliquent, interpellent... et passent la révolte au tamis de l'espoir d'une véritable révolution sociale.

•

La grande saga de ces increvables anarchistes, de leurs foutues idées de liberté, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et de leur rage de les mettre en application tout de suite, ici et maintenant, y brille donc en lettres de feu et il nous a semblé utile d'en extraire les meilleurs textes.

Éditée à l'initiative du **Groupe Louise Michel** de la **Fédération Anarchiste francophone**, ces brochures retracent l'histoire et les histoires du mouvement anarchiste. Elle s'inscrit dans une série qui, de la Première Internationale aux luttes actuelles, en passant par la Commune de Paris, la propagande par le fait, le syndicalisme révolutionnaire, Kronstadt, la Maknovtchina, l'Espagne libertaire, Mai 68... nous brosse une fresque gigantesque de la seule aventure qui vaille : celle qui consiste à faire d'un autre futur... un autre présent !

- Tome 1 - Des origines à 1914...
- Tome 2 - Des origines à 1914...
- Tome 3 - de 1914 aux années 30...
- Tome 4
- Tome 5
- Tome 6 - La Révolution espagnole de 1936
- Tome 7
- Tome 8 - Avec un A comme dans Culture
- Tome 9 - Lendemain ede "grand soir"

Toutes ces brochures sont disponibles par correspondance
(52 pages A5 - 100 Fb ou 20 Ff)
en envoyant un chèque à l'ordre de
Roger Noël
Les Colombiers - Route de la Cotinière
17310 St Pierre d'Oléron - France

